

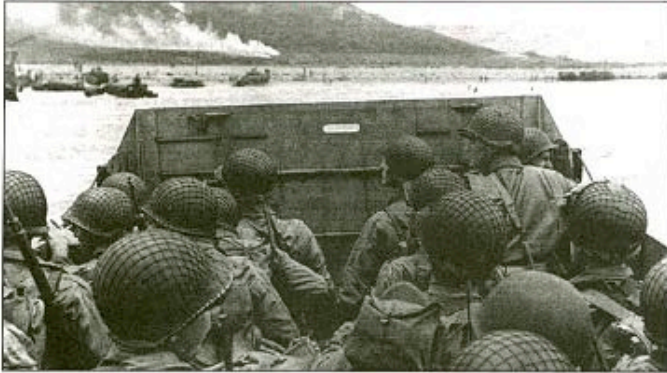
10-11-12 octobre 2014
CONGRES NATIONAL
DE L'ANACR
à Brive-la-Gaillarde

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1279-1280-1981- avril-mai-juin 2014

6 JUIN 1944, LES ALLIÉS DEBARQUENT EN NORMANDIE



Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, escortés de 590 navires de guerre, dont 148 destroyers, 23 croiseurs et 5 cuirassés, 2 727 bateaux de tous types, chargés ou remorquant plus de 2 500 engins de débarquement, approchent des côtes françaises, avec à leur bord 132 000 soldats alliés qui débarqueront dans la journée sur les cinq plages du littoral normand, de la côte Est du Cotentin à l'embouchure de l'Orne, choisies pour être le site de l'Opération Overlord ; c'est-à-dire de l'ouverture à l'Ouest de l'Europe du second front contre l'Allemagne nazie, demandée avec insistance par les Soviétiques notamment lors des conférences interalliées de Moscou et de Tehéran fin 1943.

La 3^e division d'infanterie britannique et la 27^e brigade cuirassée débarquent à Sword Beach, la 3^e division d'infanterie et la 2^e brigade blindée, la 2^e brigade cuirassée et le 48^e (RM) commando débarquent à Juno Beach, la 50^e division britannique et la 8^e brigade cuirassée à Gold Beach, le 5^e Corps US à Omaha Beach, le

2^e bataillon de rangers US à la pointe du Hoc, Le 7^e corps US à Utah Beach.

A ces effectifs débarqués depuis les navires, il faut joindre les près de 25 000 parachutistes qui seront projetés sur les arrières des lignes allemandes. 2 218 bombardiers alliés seront engagés dans la nuit du 5 au 6 juin 1944.

Face à eux, les troupes allemandes de garnison du Mur de l'Atlantique, renforcées sous l'autorité de Rommel, et la 7^e armée allemande déployée du littoral breton jusqu'à l'embouchure de la Seine. Près de 40 000 hommes, qui attendent des renforts...

Après une journée de combats acharnés et un temps incertains, alors que les Alliés ont perdu 10 500 hommes, et les Allemands 10 000, les têtes de pont des troupes débarquées sont consolidées. Alors que l'insurrection nationale se développe à travers le pays, la Libération de la France est entamée...

(voir page 4 "Les Français du jour J")

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Depuis la promulgation le 19 juillet 2013 de la loi l'instaurant, la Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, a été cette année pour la première fois une Journée nationale officielle de la République.

Et c'est comme telle qu'elle a été célébrée dans quasiment tous les départements, avec la participation des autorités civiles et militaires, avec aussi, comme depuis plus de vingt ans, celle

des comités locaux et départementaux de l'ANACR qui l'organisent avec le concours de nombreuses municipalités, et celles d'autres associations du monde combattant, de la Résistance et de la Déportation. Dans nombre d'endroits fut lu le message de Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président de l'ANACR.

Nous publions, page 2, la relation des cérémonies et manifestations diverses organisées dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance dans plusieurs départements.

Nous poursuivrons cette relation dans nos prochaines éditions.

11^e STAGE DE FORMATION DE L'ANACR



Le stage national de formation de l'ANACR s'est déroulé du 30 mai au 1^{er} juin dernier dans son cadre habituel, à Saint-Denis. Trois jours de riches échanges, sur l'histoire de la Résistance, de l'ANACR, sur les résurgences du fascisme.

(Voir page 22)

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Hommage à Charles Fournier-Bocquet
- P. 6-7 : Les Français du Jour «J»
- P. 8-18 : Le Dossier : L'extrême-droite en Europe
- P. 19-20 : La Résistance en Autriche
- P. 21 : Le Concours de la Résistance...
- P. 22 : La vie de l'Association
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE



Au Musée Jean Moulin à Paris, le 27 mai, de g. à d. assis, Cécile Rol-Tanguy, présidente de l'ANACR, Claude Alphandéry, chef des M.U.R. en Drôme-Ardèche, Louis Cortot, Compagnon de la Libération, président de l'ANACR, Fred Moore, chancelier de l'Ordre de la Libération et Pierre Morel, président du C.A.R., avec derrière eux Benoît Hamon, ministre de l'Éducation Nationale, et Kader Arif, secrétaire d'État chargé des Anciens combattants et de la mémoire parmi deux classes d'élèves. Tous ont pu assister à la démonstration d'une application numérique pour tablettes réalisée par les CM2 de l'école Claude-Marquet de Pontivy (Morbihan).

PARIS

En cette première officielle Journée Nationale de la Résistance, de nombreuses manifestations se sont déroulées à Paris tout au long de la journée du 27 mai.

Le matin, accompagnés de plusieurs Résistants (voir photo ci-dessus), Kader Arif, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants et de la Mémoire, et Benoît Hamon, ministre se sont rendus au Musée Jean-Moulin, où ils ont été accueillis par Christine Lévisse-Touzé, conservatrice. Puis ce fut une rencontre avec des élèves de seconde du lycée Buffon (75) et de grandes figures de la Résistance.

En fin de matinée, Kader Arif participa avec Anne Hidalgo, maire de Paris, à l'inauguration du «Village de la Résistance», rassemblant salle des Prévôts à l'Hôtel-de-ville de Paris les stands de près de 40 Associations et organismes engagés dans l'action de mémoire, dont le Comité Parisien de la Libération, le Musée de la Résistance nationale, Jean-Moulin, l'Ordre de la Libération, ANFFMRF, ANACR-Paris, AFMD, ANCAC, ARAC, ACER, UJRE, FNDIRP, Amicale de Châteaubriant, Libé-PTT, M.E.R., MRJ-M.O.I. Instituts d'Histoire CGT, Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien...

L'après-midi, Kader Arif et Jean-Pierre Bel, président du Sénat, inaugurèrent dans les locaux de la Haute Assemblée une plaque en hommage aux sénatrices résistantes. Puis à l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, Président, et Kader Arif dévoilèrent une statue en hommage aux Compagnons de la Libération.

A 17 heures, au Mémorial Jean-Moulin, au bas des Champs-Élysées, deux gerbes furent déposées par Jacques Vistel, Président, Victor Convert, directeur général, pour la Fondation de la Résistance, et par Jacques Varin, secrétaire général, pour l'ANACR.

Et à 18h30, eut lieu une Cérémonie exceptionnelle de ravivage de la flamme à l'Arc-de-Triomphe, avec la participation de Kader Arif, en présence d'élèves du primaire du Maine-et-Loire et de collégiens du Lycée Claude-Chappe de Paris, avec lecture d'un texte pour la jeunesse par deux d'entre eux. On notait, aux côtés de Jacques Vistel, la présence de Catherine Vieu-Charrier, adjointe au maire de Paris, de Jacques Weiller, vice-président de l'UFAC, de Marc Gricourt, maire de Blois, de Georges Dufau-Epstein, président de l'ANFFMRF, de Pierre Morel, Président du C.A.R. L'ANACR était représentée par Jacques Varin, secrétaire général, et Christiane Tardif, membre du Bureau National.

ILLE-ET-VILAINE

Le 27 mai après-midi, la Journée Nationale de la Résistance a été cette année commémorée pour la première fois officiellement à Rennes, en présence de M. Patrick Strzoda, préfet d'Ille-et-Vilaine et préfet de Région qui, accompagné de deux élèves du collège Anne-de-Bretagne, a ravivé la flamme au mémorial des martyrs de la Résistance et de la Déportation, dans le quartier du Colombier, d'un détachement du 11^e régiment d'Artillerie de marine, des porte-drapeaux des Associations patriotiques du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, ainsi que de plusieurs chorales.

«C'est pour assurer la nécessaire transmission aux jeunes générations, que, depuis 1988, l'Association nationale des anciens combattants et ami(e)s de la résistance (ANACR), rejointe par d'autres associations du monde combattant et appuyée par l'Union française des Associations de combattants, a demandé l'instauration, le 27 mai, d'une Journée nationale de la Résistance», a rappelé Maurice Lelièvre, président départemental de l'ANACR, alors qu'il lisait le message de Louis Cortot, président national.

A Dinard, lors de la Journée nationale de la Résistance, le mardi 27 mai, le comité local de l'ANACR a rendu hommage aux Résistants disparus. Louis Cardin, président du comité, a lu le message de Louis Cortot et a rappelé le rôle précieux de la Résistance, reconnu par les Alliés, lors du débarquement du 6 juin. «Nous nous associerons bien sûr, par pensée pour beaucoup, aux cérémonies qui marqueront un moment essentiel, dans l'histoire de la Liberté des peuples». Maxime Le Poulichet – le plus jeune des Résistants dinardais – avait à peine 15 ans, lorsqu'il choisit de rejoindre une unité. Personne n'ayant réussi à l'en dissuader et Maxime Le Poulichet poursuivit son engagement, en direction de la Poche de Lorient.

COTE D'ARMOR

A Guingamp, l'hommage aux résistants de la commune s'est déroulé le 27 mai devant le monument aux Morts, en présence de Denise le Flohic, ancienne Résistante et Déportée, de la secrétaire de la Sous-préfecture, de Pierre-Yves Conan, adjoint au maire, de représentants de l'ANACR, de la FNACA, de l'UNC, de l'UNP. Trois gerbes furent déposées.

Commémorée pour la première fois à Plouaret, la Journée Nationale de la Résistance a permis le 27 mai à 18h30, après un dépôt de gerbe à la stèle de la gare, de rendre hommage devant le monument aux Morts du cimetière à tous les Résistants de la commune, et plus particulièrement aux sept fusillés : Auguste Pastol, Eugène Daniel, Pierre Ménou, Auguste Le Pape, Arsène Faujouron, Léon Le Guerson et Joseph Hénaff membres du groupe *la Marseillaise*, arrêtés le 23 avril 1944, torturés puis fusillés le 6 mai à Ploufragan et enterrés dans des fosses dans les bois de L'Hermitage-Lorge. Ils faisaient partie de ces 19 résistants âgés de 18 à 26 ans venant aussi de Callac, Plourach, Maël-Carhaix, Lannion, Trébrivan, Maël-Pestivien, Guingamp, Ploumilliau, Louargat, Vieux-Marché... fusillés par les Allemands sur le champ de manœuvre. La ville de Ploufragan, en présence des membres des familles, a organisé à 18 heures, une cérémonie d'hommage au monument des fusillés, rue des Fusillés. Apolline Madhi, 17 ans, lycéenne à Saint-Charles, a lu la lettre de l'un des fusillés du 6 mai 1944, Roger Madigou.

A Saint-Nicolas-du-Pélem, Mardi, la Journée nationale de la Résistance a été pour la première fois, commémorée au monument aux morts, en présence de René Morvan, président de l'ANACR-Rostrenen, de M. Danail le Caer, maire de Saint-Nicolas, d'Hyppolite Nicolas, Ami de la Résistance, d'Anne-Yvonne Le Fur...

La Journée nationale de la Résistance a été marquée à Mael-Carhaix par le dépôt de gerbe du maire, Alain Marzin, et par un hommage vibrant d'Auguste le Coent, secrétaire du Comité local de l'ANACR, aux victimes tombées pendant la guerre, dont les noms ont été cités.

Nous publierons dans nos prochains numéros, sur deux à trois pages, la relation de la Journée Nationale de la Résistance dans une quarantaine d'autres départements.

IL Y A 70 ANS, L'ESPOIR DEVENAIT CERTITUDE

L y a 70 ans, après quatre années d'humiliation nationale depuis que Pétain avait capitulé devant l'envahisseur, après quatre années de souffrances les plus immédiates, depuis l'éloignement des proches prisonniers en Allemagne à la faim découlant du pillage des ressources agricoles de la France, après quatre années de souffrances les plus terribles, avec les fusillades d'otages, de patriotes, la déportation vers les camps de la mort de dizaines de milliers d'entre eux parce qu'ils refusaient l'occupation nazie et l'oppression pétainiste, celles par milliers de familles entières parce qu'elles étaient juives, l'espoir de la libération prochaine se concrétisait sur les plages de Normandie où ce 6 juin 1944 avaient débarqué les armées alliées.

U n espoir qui se concrétisait parce qu'il était né auparavant, quand les troupes de Rommel avaient été stoppées aux portes de l'Egypte avant d'être chassées d'Afrique du Nord après le débarquement allié intervenu le 8 novembre 1942 en Algérie et au Maroc, qui avait grandi quand sur le Front de l'Est une armée allemande entière avait capitulé le 2 février 1943 devant l'Armée rouge à Stalingrad, quand les Alliés avaient pris pied le 9 juillet suivant en Sicile puis en septembre en Italie, ce qui entraîna la chute de Mussolini, quand en septembre-octobre l'insurrection populaire libéra la Corse avec le concours de forces françaises venues d'Algérie, où le général de Gaulle avait transféré le siège principal des institutions gouvernementales des territoires français libérés.

L'espoir était né aussi sur le sol de France continentale, malgré la chape de plomb et le régime de terreur que l'occupant et le régime pétainiste à sa solde y avaient installé. Aux papillons artisanaux, aux rares tracts et journaux ronéotypés de la fin 1940 ou du début 1941 avaient au fil des mois succédé des journaux clandestins de plus en plus souvent imprimés, émanation de réseaux, mouvements, partis et syndicats de la Résistance, non seulement porteurs de la parole de la Résistance mais aussi véritables sources d'information contrebalaçant la propagande pétainiste et allemande que diffusaient la presse et la radio «légales», aux ordres et muselée.

E t puis si, refusant la défaite, le combat de forces françaises contre l'Allemagne nazie n'avait jamais cessé grâce aux Français libres, ayant répondu de plus en plus nombreux à l'Appel lancé depuis Londres par le général de Gaulle le 18 juin 1940, la lutte armée avait repris sur le sol même de la France occupée par le «coup de feu de Fabien» qui, en abattant le 21 août 1941 un officier allemand au métro Barbès, en donna le signal. Une lutte armée qui elle aussi s'amplifiera au fil des mois durant les près de trois années que durera encore l'Occupation, celles des groupes urbains de combat multipliant les attentats contre les forces allemandes et leurs complices, qui connaîtront ainsi une insécurité potentielle constante, celle des maquis qui se sont installés en 1943-début 1944 partout où le permettaient des conditions géographiques favorables, et qui vont le 6 juin répondre «présents» quand les forces alliées débarquées en Normandie auront besoin de leur concours pour couper les lignes de communication de l'ennemi, entraver l'acheminement de ses renforts, prendre part au combat en appui direct, ou indirect en entamant la libération de leur région, fixant ainsi sur place des troupes ennemies qui pour certaines seront même faites prisonnières.

L'espoir avait aussi présidé le 27 mai 1943 à la constitution sous l'égide de Jean Moulin du Conseil National de la Résistance et à l'élaboration de son Programme, publié le 15 mars 1944. Celui-ci, tant par son titre clandestin «les Jours heureux», que par son contenu détaillant les mesures à prendre pour hâter la Libération et celles à mettre en œuvre une fois celle-ci obtenue était un acte de foi dans l'avenir que l'on voulait différent bien sûr des heures sombres mais aussi de celles qui y avaient conduit, la manifestation d'une espérance qui s'était peu à peu à peu transformée en certitude : l'ennemi sera vaincu et la France libérée.

DANS NOTRE AGENDA

**10-11-12 OCTOBRE 2014
CONGRES NATIONAL
DE L'ANACR
A BRIVE-LA-GAILLARDE**

Dans une ville, un département et une région qui furent des hauts-lieux de la Résistance.

Le sinistre qui a affecté nos locaux a de nouveau entraîné un retard dans la publication du *Journal de la Résistance*, retard que nous devrions avoir pour l'essentiel comblé lors de la prochaine parution.

Ce retard nous aura permis de pouvoir rendre hommage dès ce numéro (pages 4-5) à un homme qui a consacré toute sa vie au combat de la Résistance, de la transmission de ses valeurs, à l'ANACR : **Charles FOURNIER-BOCQUET**, qui nous a hélas quittés le 6 août 2014.

Louis CORTOT
Compagnon de la Libération

CHARLES FOURNIER-BOCQUET

Le 6 août 2014 sera une triste journée dans l'Histoire de l'ANACR, Charles Fournier-Bocquet, dont la vie s'est confondue avec l'ANACR, nous a quittés au terme d'une longue maladie. Il était à bien des égards un homme d'exception, qui restera un exemple de modestie, de

droiture et d'altruisme, ayant mis toute sa vie au service d'idéaux humanistes, démocratiques et patriotiques, au service de la mémoire des combats de la Résistance et de la transmission de ses valeurs.

Né le 12 juin 1920 à Sotteville-lès-Rouen, fils de cheminot, Charles Bocquet empruntera – non sans difficulté à son début et grâce à l'aide de Jean Zay, le ministre de l'Education du Front Populaire, qui sera assassiné en juin 1944 par la Milice – la voie qui permit à nombre de garçons et filles de familles modestes d'accéder à l'éducation supérieure : il passe avec succès le concours d'entrée à l'Ecole Normale d'Instituteurs, alors située depuis 1881 – et qui y restera jusqu'en 1963 – 92 rue Saint-Julien à Rouen, sur la rive gauche de la Seine.

Entré fin 1936 à l'Ecole Normale, il en sortira au printemps 1939 pour devenir instituteur, porteur des valeurs républicaines et laïques dispensées par ses maîtres et qui inspireront, avec les valeurs sociales transmises par son père, l'engagement qui fut celui de toute sa vie. Son activité de pédagogue sera relativement courte, car la guerre avec l'Allemagne nazie, qui éclate le 3 septembre 1939, bouleversera sa vie comme celle de nombre de femmes et d'hommes.

Elève Officier de Réserve comme tous les élèves-maîtres, faisant partie du 2^e contingent de la classe 40, il reçoit sa feuille de mobilisation pour le 10 juin 1940... à Amiens ; mais le 9 juin, les Allemands, qui ont bombardé la gare de triage de Sotteville, sont déjà entrés dans Rouen...

Avec son père et les cheminots de la région rouennaise, il va partir en vélo vers le sud ; non sans avoir dans les yeux l'image de l'incendie des raffineries de Grand-Couronne et Moulineaux, dont la fumée atteindra Paris. Et c'est sur une route bretonne, qu'il a gagnée en civil et à bicyclette, qu'il échappera le 17 juin au mitraillage d'un stuka qui l'a pris délibérément pour cible. L'espoir de quitter le Morbihan par bateau s'étant évanoui le 19 juin, ayant entendu parler d'un appel lancé la veille depuis Londres par un général dont il ne connut pas alors le nom, il va, s'étant – pour lui servir de laisser-passer – confectionné dans une école de village un faux ordre de mission de l'Inspecteur d'Académie de Rouen, réussir à regagner la Seine-Inférieure devenue aujourd'hui Maritime, où il est de retour le 5 juillet 1940.

Reprenant à la rentrée 1940 son métier d'instituteur à l'école Jean-Jaurès de Saint-Etienne-du-Rouvray, c'est dans ce milieu professionnel d'enseignants et familial de cheminots qu'il va trouver le chemin de la Résistance. Une Résistance qui se manifeste par la rédaction de tracts, de papillons photocopiés, des leçons d'histoire exaltant les luttes du passé contre les envahisseurs, et chez les cheminots par des sabotages, des modifications d'adressage : Hambourg devenant Cherbourg...



Désireux de reprendre des études conduisant au professorat, Charles Bocquet prend contact avec le Professeur Césaire Levillain, directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Rouen et professeur d'anglais à l'Ecole supérieure des Sciences et des Lettres. De leurs conversations va se révéler une proximité d'idées et naître une amitié qui va conduire le professeur Levillain à lui confier, à l'automne 1941, qu'il est responsable du Mouvement Libération-Nord et membre du réseau Cohors-Asturies, et à lui demander d'observer depuis l'Ecole Jean-Jaurès les mouvements militaires allemands à la gare de triage ; ce qui est possible grâce à un collègue instituteur dont les fenêtres donnent sur les voies.

L'ENTRÉE EN RÉSISTANCE...

C'est Césaire Levillain qui présente Charles au professeur René Maublanc, réfugié non loin de là ; lequel va lui dire que les activités de renseignement étant sous la responsabilité de Levillain, lui, Charles, et ses collègues instituteurs et amis cheminots, vont, pour la propagande et l'action, être intégrés dans le «Front National», lequel a été formé au printemps 1941 ; Charles s'en voyant confier le développement, avec pour adjoints deux instituteurs, Loritz (Maurice) et Doguet (Bernard). Il rejoint le Parti Communiste clandestin.

De nombreuses opérations vont être menées contre les troupes d'occupation, leurs équipements, leurs moyens de liaison : grenadage du Soldatenkino rue Grand-Pont à Rouen, qui fit 20 morts, destruction du compresseur SNCF de Sotteville, coupure du viaduc de Barentin...

En avril 1943, après qu'une énorme rafle a décimé la Résistance de Seine-Inférieure, Césaire Levillain étant lui-même arrêté, informé que les polices française et allemande ont sinon son identité du moins son signalement, Charles Bocquet – qui a pris le pseudonyme de «Fournier» – doit passer à la clandestinité totale, se réfugiant à Touffreville et Lisors dans le Vexin normand, non loin des Andelys, y participant aux activités de la Résistance locale. Les rescapés de la rafle l'estimant «brulé», il doit quitter la Normandie pour Paris.

Sans contact précis à l'arrivée dans la capitale, c'est par l'intermédiaire de Noël Arnaud qu'il est mis en relation avec le capitaine Platard et, grâce à lui, avec un représentant des FTP.

Noël Arnaud est depuis 1941 l'animateur de la revue littéraire semi-clandestine la *Main à Plume*, qui comptera parmi ses auteurs et illustrateurs Maurice Nadeau, Paul Eluard, René Magritte, Picasso, André Stil... et Charles Bocquet. Le Musée de la Résistance Nationale de Champigny conserve dans ses archives une lettre autographe manuscrite de Charles datée à Rouen du 19 novembre 1942 et adressée à Noël Arnaud, dans laquelle il le félicite pour son travail d'éditeur et de poète, entre autres pour la publication de *Poésie et vérité 1942* d'Eluard, Charles ayant participé à la relecture des épreuves de son célèbre poème «Liberté».

Plusieurs autres lettres adressées entre 1942 et 1944 à Noël Arnaud – il y en aura bien d'autres après la guerre – attestent de l'importance que Charles Bocquet accordait à cette relation littéraire parallèlement à son combat de Résistance. Encore que les deux soient intimement liés : huit des collaborateurs de la *Main à plume* tomberont sous les balles allemandes, tels Robert Rius, Jean Simonpoli et Marco Ménégoz, fusillés le 21 juillet 1944 près de Fontainebleau.

Charles va se voir confier plusieurs tâches pour l'état-major national FFI en formation, transport de copies clandestines à Cannes, mission dans le Nord, où il retrouvera André Stil... Il devient Officier de liaison de l'Etat-major National FFI, fonction dans laquelle il sera confirmé quand Alfred Malheret-Joinville succédera comme chef de l'EMN-FFI au général Dejussieu-Pontcarral arrêté.

Plusieurs chutes ayant affecté peu avant le Débarquement du 6 juin 1944 les mouvements de Résistance de Seine-Inférieure, FN et FTP, Libé-Nord, OCM, ORA, CDLR, Charles va – par l'intermédiaire de l'écrivain Noël Arnaud – être contacté par Bernard, l'un de ses anciens adjoints venu à Paris pour requérir son aide. Missionné par Alfred

UN COMBATTANT POUR LES VALEURS DE LA RESISTANCE

Malleret-Joinville, il regagne avec Bernard en vélo la Normandie pour y reconstituer les états-majors FFI désorganisés par la répression.

Arrivé à destination via les Andelys, Charles, qui a désormais le pseudonyme clandestin de «Pecqueur», va remettre en place en Seine-Inférieure des états-majors FFI de secteur à Dieppe, à Yvetot, au Havre, dans le Pays de Bray, à Rouen, en faisant appel à d'anciens cadres du Front National, tel... un ancien camarade d'école depuis l'âge de 10 ans, Jean Derrien, qui sera un ami proche jusqu'à sa disparition il y a quelques années, en faisant appel aussi à des responsables d'autres mouvements, tels l'OCM, Libé-Nord. Il en sera de même pour la région de Gisors, partie de l'Eure située sur la rive droite de la Seine. Suite à la mort du chef départemental FFI, Charles va se voir confier aussi la responsabilité du Calvados.

... JUSQU'À LA VICTOIRE !

Le Calvados et la partie de l'Eure au sud de la Seine dépendant de la Région M de la Résistance, ayant son siège à Rennes, tandis que la Seine-Inférieure et la partie de l'Eure située rive droite dépendent de la Région A, ayant son siège à Lille, cela crée une situation de fonctionnement difficile qui conduit Alfred Malleret-Joinville à rassembler les 3 départements dans une subdivision de la Région M, en en confiant le commandement au «lieutenant-colonel Pecqueur», c'est-à-dire Charles Bocquet qui, de «Délégué régional de l'Etat-Major National FFI pour la Haute-Normandie», devient «Chef de la subdivision M 5»; une responsabilité qui, après la Libération, étant engagé volontaire depuis le 1^{er} septembre 1944 pour la durée de la Guerre, lui vaudra d'être intégré à l'Etat-major de la 3^e région militaire, ayant son siège à Rouen et placée sous le commandement du général Legentilhomme.

Mais auparavant, en cet été 1944, pendant plusieurs semaines, les FFI de la subdivision M5 vont harceler la Wehrmacht qui va faire retraite depuis le Calvados et l'Orne et tenter de passer sur la rive droite de la Seine, détruisant une vingtaine de locomotives à Dieppe, au Tréport, à Sotteville, détruisant 3 chars Tigre et des blindés légers, faisant sauter le viaduc de Mirville bloquant ainsi la garnison allemande du Havre, coupant les lignes téléphoniques, faisant plusieurs milliers de prisonniers sur les deux rives de la Seine...

La Libération de l'essentiel du territoire acquise mais la Guerre continuant, Charles Bocquet va rejoindre en janvier 1945 le Centre de perfectionnement des Officiers supérieurs FFI à Provins où il côtoiera Henri Rol-Tanguy, avant d'être affecté le 19 mars 1945 à la 1^{re} Armée française, au 151^e Régiment d'Infanterie, le 15-1, au sein de la 2^e Division d'Infanterie Marocaine.

Il abandonnera un grade pour pouvoir exercer un commandement effectif pendant la campagne d'Allemagne, qu'il recevra comme chef de bataillon. Il combattra dans la Forêt Noire, y échappant une ou deux

fois à la mort, dans le sud de l'Allemagne jusqu'au lac de Constance vers le Voralberg et le Tyrol autrichien.

La victoire acquise, Charles est le 3 août 1945 nommé Secrétaire français du Directoire Politique du Conseil de contrôle interallié, et est en poste à Berlin, puis, le 4 avril 1946, il est Chargé de mission du Ministre de l'Armement en zone française d'Occupation avant d'être nommé, en poste à Freudenstadt, Chef d'état-major de la Direction du désarmement industriel en Zone Française d'Occupation, auprès du général Koenig, commandant en chef.

De retour en France, il est nommé le 20 octobre 1948 commandant en second du 8^e Bataillon d'infanterie à Rouen avant d'être mis en congé sans solde le 20 février 1949, ayant manifesté l'intention de réintégrer l'enseignement.

Il en ira autrement. Charles, qui collaborait anonymement ou sous pseudonyme au Journal des anciens FTP «*France d'Abord*», alors en difficulté, fut sollicité d'y apporter son concours pendant quelques mois. Ce fut le début d'une longue histoire... qui ne s'est achevée qu'en ce triste 6 août 2014, quand la nature a été hélas plus forte que la volonté.

LA CRÉATION DE L'ANACR

En avril 1951, Charles, qui avait récemment accédé au Bureau National de l'Association des Anciens FTPF, accepta d'en devenir secrétaire général-adjoint à la place de Casimir Lucibello, parti à l'ARAC.

C'est la période pendant laquelle s'amorce puis s'approfondit la réflexion conduisant à dépasser l'Association des Anciens FTPF en l'ouvrant aux non-militaires, tels les membres du Front National - Pierre Villon ne pouvait jusque-là y adhérer - ainsi qu'aux Résistants de tous mouvements, de toutes sensibilités. Cette démarche, dont Charles est le promoteur, va recueillir l'appui de Régine Lacazette, de Robert Vollet, venu de l'AS, de Malleret-Joinville, de Pierre Villon, de Jean Freire à *France d'Abord*.

Le congrès de 1952 va être une première étape, transformant l'Association des anciens FTP en «Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance Française», Charles Tillon en restant Président, Pierre Villon en devenant secrétaire général avec Charles et Robert Vollet comme adjoints; une majorité des membres du Bureau restant membres ou proches du Parti communiste.

C'est lors du congrès suivant, à Limoges en 1954, que va définitivement s'enraciner non sans débats internes la démarche unitaire et pluraliste de l'ANACR, avec Pierre Villon comme Président et comme secrétaire général Charles (Fournier-) Bocquet, qui assumera cette responsabilité pendant plus de cinquante ans, y consacrant ses efforts de la journée et souvent de la soirée, de la semaine et souvent du week-end.

C'est dire que l'histoire de l'ANACR et de ses luttes est inséparable de son action qui fit de l'Association, atteignant plus de 60 000 adhérents dans les années 1970, la

plus grande Association d'anciens Résistants, rassemblant à sa direction et à son comité d'honneur des hommes d'opinions diverses comme Pierre Villon, Jacques Debu-Bridel, le général Joinville, Louis Terrenoire, Albert Forcinal, Jacques Chaban-Delmas, André Carrel, Léo Hamon, les Amiraux Muselier et Moullec, Monseigneur Théas, Louis de Villefosse, Pierre Sudreau, André Tollet, l'Abbé Glasberg, Henri Rol-Tanguy, Passy, Vercors... des femmes comme Ségolène Malleret-Joinville, Madeleine Braun, Martha Desrumreaux ou Claude Gérard, et bien d'autres.

UN RASSEMBLEUR

Ce sera le talent de rassembleur de cette diversité qu'avait Charles Fournier-Bocquet qui permit à l'ANACR de mener, dans l'unité de ses rangs, des campagnes de masse contre la Communauté Européenne de Défense et le réarmement allemand, qui réuniraient des anciens militaires nazis, contre le général nazi Speidel, pour le châtiement des criminels de guerre, pour la paix, pour la levée des forclusions privant les Résistants de la reconnaissance de leurs titres et de leurs droits, contre les poursuites frappant les Résistants tels George Guinguoin, qui lui permit de traverser une période difficile lors des événements de 1958 - un soulèvement militaire à Alger débouchant sur le retour au pouvoir du Général de Gaulle - dont l'appréciation fut différenciée parmi les anciens Résistants, de lutter pour que soient châtiés Barbie, Touvier, Papon, contre le négationnisme et les résurgences contemporaines du fascisme, pour - et ce fut une dernière grande bataille à laquelle il prit part jusqu'à ce que la maladie l'en écarte de manière active - l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai.

Acteur de l'histoire, Charles Fournier-Bocquet fut toujours soucieux du passage de la mémoire authentique des valeurs et des combats de la Résistance, de la pérennité de l'ANACR qui en a été le principal vecteur, il apporta pour cela son soutien au développement des Ami(e)s de la Résistance, à la transmission du flambeau et des responsabilités aux Ami(e)s. Et quand l'ANACR fut l'objet d'une agression, il repoussa les pressions exercées sur lui pour s'y associer et au contraire affirma son appui à la Direction nationale de l'Association, manifestant ainsi la profondeur de l'attachement qui l'y unissait et le souci de son avenir et de son combat.

Son combat de Résistant, celui qu'il mena au sein de la 1^{re} Armée pour abattre le fascisme, lui valurent la Médaille de la Résistance, la Croix de Guerre avec palme et deux étoiles, celle de Combattant volontaire, trois citations, et enfin - trop tardivement - la Légion d'honneur, dont il était Officier. Et son action à la tête de l'ANACR la reconnaissance et l'estime de tous ses membres, Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance.

Poursuivre son combat sera pour l'ANACR rester fidèle à Charles Fournier-Bocquet.

LES FRANÇAIS DU JOUR «J»

LE COMMANDO KIEFFER

Le 1^{er} bataillon de fusiliers-marins commandos français (1^{er} B.F.M.C.), constitué en 1942 par le capitaine de corvette Philippe Kieffer, a connu le baptême du feu le 19 août 1942, 15 de ses membres participant au raid anglo-canadien à Dieppe (Opération Jubilee).

Jusqu'en mai 1944, les commandos français prendront part à plusieurs raids sur les côtes françaises et même hollandaises.



Philippe Kieffer

Ils vont être intégrés au commando n° 4 franco-britannique du colonel Dawson, de la 1st Special Service Brigade (S.S.B.) du général Lovat.

Le 6 juin, les 177 hommes du 1^{er} B.F.M.C. reçoivent la mission de s'emparer du gros blockhaus érigé sur l'ancien casino de Riva-Bella, flanqué d'un fossé antichar et hérissé de canons et de mitrailleuses, qui servait de poste de direction de tir.

Les Français débarquèrent les premiers à 7h55 en deux groupes sur la plage de Sword sous le feu de l'ennemi, alors que la mer était à mi-marée, à La Brèche, lieu-dit de la commune de Colleville. Dès le premier quart d'heure de l'affrontement, 4 officiers avaient été blessés - dont le commandant Kieffer - et 30 hommes tués ou blessés.

Mais le Commando Kieffer va recevoir une aide décisive : «A un carrefour, pris sous un tir de barrage très dense, le colonel Dawson, patron du commando britannique n°4, notre chef, le commandant Kieffer et l'enseigne de vaisseau Mazeas sont blessés... Kief-

fer, la cuisse ouverte, refuse de se laisser évacuer et - rapporte Hubert Faure¹ - me confie le commandement de la troupe. A moi de poursuivre la mission. Un civil à moustaches blanches coiffé d'un béret basque, Marcel Lefebvre, se présente à nous : "Je connais bien le secteur et les installations allemandes. Je peux vous guider jusqu'au casino". Grâce à lui, nous arrivons plus vite et sans accrocs en vue de l'objectif».

«Le père Lefebvre», comme on l'appelait familièrement dans sa formation F.F.I., était sergent, habitait tout près du casino, avait assisté à sa transformation en bunker par, avait remarqué que l'essentiel des moyens de feu étaient évidemment dirigés vers la plage, que les Alliés devaient donc l'attaquer en revenant de l'intérieur vers la mer, ce qui fut fait, le commandant Kieffer, pansé dans un établissement de sœurs catholiques, réapparaissant miraculeusement dans la tourelle d'un char britannique trouvé à l'arrière et reprenant, malgré la douleur, son commandement».

L'assaut s'achève vers 11h15, après que le char avec lequel était revenu Kieffer a réduit au silence la position ennemie avant qu'elle ne soit nettoyée par les commandos.

Vers 12 h 30, les survivants, rassemblés pour rejoindre les parachutistes de la 6^e Division aéroportée britannique à Bénouville, reçurent mission de tenir conjointement avec ces derniers deux ponts et une écluse pour empêcher les Allemands d'envoyer des renforts à l'ouest de l'Orne. C'est l'épisode devenu légendaire de Pegasus Bridge, rendu célèbre par le film «Le Jour le plus long», où l'on voit Lord Lovat, en pantalon de velours cotelé et chandail beige et armé d'un fusil de chasse, approcher de Bénouville à la tête des Commandos de la S.S.B. au son de la Cornemuse de Bill Millin.

Les premiers commandos de la S.S.B., dépassant le pont de Bénouville et sécurisant la relève, sont des Français de la «Troop 8» du lieutenant Alexandre Lofi, suivi de près par le radio Jean Couturier.

Dans l'après-midi, les commandos franchirent l'Orne au pont de Bénouville ("Pegasus Bridge"), pour prendre position vers 20 h à Amfréville.

¹ Le Figaro, 6 juin 1994. On lira aussi «Les Débarquements alliés et la Résistance», articles de Charles Fournier Bocquet parus dans le Journal de la Résistance n° 1041 à 1044 de mai à août 1994.

LES S.A.S.

Formés primitivement en Egypte fin 1941 pour mener des opérations dans le désert, les commandos britanniques du **Special Air Service** vont être ensuite déployés en 1943 en Italie. Début 1944, une brigade S.A.S. est formée en Grande-Bretagne dans la perspective du débarquement sur les côtes de France, composée de quatre régiments dont deux de Français libres.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, deux groupes de l'un de ces deux régiments de Français, qui deviendra le 2^e chasseurs parachutistes, commandés par le colonel Bourgoïn (alias «Le Manchot»), sont largués près de Saint-Marcel dans le Morbihan (opération Dixon) et dans le secteur de la Forêt de Duault au sud de Guingamp (opération Sam-west), pour appuyer la mobilisation des maquis bretons auxquels est assignée une mission de fixation des troupes d'occupation et d'empêcher l'envoi de renforts allemands vers le Front de Normandie. D'autres «sticks» de 3 à 5 hommes furent largués dans la nuit du 6 au 7 juin, puis les 9 et 17 juin. Le secteur de Duault sera attaqué par les troupes nazies les 11 et 12 juin, celui de Saint-Marcel le 18 juin. Sur les 45 officiers parachutés du régiment, 23 seront tués.

LES FORCES NAVALES FRANÇAISES LIBRES

Le 6 juin, plusieurs bâtiments des Forces Navales Françaises Libres participèrent à l'«Opération Neptune», volet maritime d'«Overlord». Ainsi à Juno Beach le contre-torpilleur *La Combattante* tira sur les batteries et blockhaus de Courseulles tandis que la frégate *La*



Au premier plan le croiseur des FNFL «Georges-Leygues», qui participa au bombardement naval du Jour «J» à Omaha Beach.

Découverte et la corvette *Commandant-d'Estienne-d'Orves* escortaient des convois canadiens. Au large de Gold Beach, la frégate *La Surprise* protégea les opérations anglaises. Face à Utah Beach, les corvettes *L'Aconit* et

La *Renoncule* assurèrent la protection anti-sous-marine. A Omaha Beach, les frégates *Escarmouche*, *Aventure* et la corvette *Roselys* accompagnèrent les convois américains du 5^e C.A. américain U.S.

Très loin dans la Manche, huit vedettes rapides françaises de la 23^e flottille de MTB patrouillèrent sans relâche.

Et, venu le 3 juin d'un port irlandais, les deux croiseurs de 7 500 tonnes, *Georges-Leygues* et *Montcalm*, avec leur ravitailleur de 10 000 tonnes, le croiseur *Duquesne*, aux ordres de l'amiral Jaujard, participèrent au bombardement des défenses de la zone d'Omaha.

LES FORCES AERIENNES FRANÇAISES

Le groupe de bombardiers légers «Lorraine 1/20» des Forces Aériennes Françaises Libres (F.A.F.L.) tendit à 6 h du matin un rideau fumigène pour gêner les défenseurs allemands d'Omaha Beach et protégeant la flotte alliée d'éventuels bombardements allemands, tandis que les bombardiers lourds des groupes «Touraine» et «Tunisie», les escadrilles de chasse «Alsace», «Ile-de-France», «Cigognes» et «Berry», prirent part directement aux attaques contre les défenses ennemies.

Parti à l'aube du *Jour J* avec le groupe Lorraine, le «Boston» de l'équipage Roger Boissieux – Bernard Canut – Jean-François Henson ne rentra jamais de mission...

LES MAQUIS

Existant de manière permanente parfois depuis plusieurs mois ou se mobilisant à la réception des messages de la B.B.C. annonçant son imminence – en premier lieu «*Les sanglots longs des violons de l'automne*» (1^{er} juin) ... *bercent mon cœur d'une langueur monotone*» (5 juin) –, de nombreux maquis vont, dans la zone proche du débarquement du 6 juin que les renseignements fournis depuis des mois par les réseaux et mouvements de la Résistance ont contribué à préparer dans les meilleures conditions, jouer un rôle direct et immédiat dans le déroulement des opérations militaires de la bataille de Normandie ; plus largement, il en sera de même partout à travers la France dans les jours et semaines qui suivront, l'action des maquis, harcelant l'ennemi et coupant ses moyens de communication – plus de 950 ruptures de voies seront effectuées dès la nuit du 5 au 6 juin – empêchera ou retardera l'envoi de renforts sur le Front de Normandie.

Ainsi dans le Calvados, le 6 au matin, le département F.T.P.F., François le Moal (commandant «Veto»), et un «groupe de trois» faisaient sauter à St-Martin de Tallevende 3 véhicules de la Wehrmacht et 11 tonnes de munitions. Le 7 juin, dans les marais de Varaville, le détachement Guillaume-le-Conquérant a sauvé, sous le feu allemand, un détachement de parachutistes américains tombés hors de la zone prévue et l'a dirigé vers le gros de la formation.

Le 7 juin, les F.F.I. (essentiellement F.T.P.F. et Libé-Nord) ont privé le commandement de la Wehrmacht à Vire de toutes ses communications téléphoniques ; le 8, ce fut le tour de celui de Lisieux.

Dans les jours qui suivirent, en cette région où la densité des ennemis était sans analogue en France, les actions se multiplièrent jusqu'à la période insurrectionnelle.

C'est par dizaines que les passeurs dont disposait Veto (et qui étaient pratiquement tous des braconniers) ont traversé les lignes avec des aviateurs alliés tombés en territoire occupé. Dans la seule nuit du 28 juin, 23 d'entre eux ont ainsi été ramenés sur la tête de pont alliée près du village de Bavent. Que l'on comprenne l'exploit que représentait le passage de la ligne de front en 1944 en Normandie et la connaissance du terrain dont firent preuve les « guides » résistants.



Les G.I. reçoivent le concours des Résistants.

Outre le **maquis Guillaume-le-Conquérant**, établi par les FTP à l'hiver 1943-1944 dans le Bocage aux confins de l'Orne et de la Manche et qui, malgré l'attaque qu'il a subie en mars 1944, va mener une active action de guérilla et de sabotages pendant la Bataille de Normandie, il faut mentionner le **maquis La Marseillaise**, constitué au début de l'année 1944 et qui rassemble dans la Forêt de la Folletière d'Abenon près d'Orbec une trentaine de combattants qui vont mener lors du débarquement des actions de harcèlement.

Quant au **maquis de Saint-Clair**, constitué au printemps 1944 en Suisse

normande par la fusion de 4 groupes de l'OCM sous le commandement du capitaine Jean Renaud-Dandicolle, il va, à la réception le 5 juin au soir du message codé de la BBC «*Le chant du laboureur par un temps brumeux*», faire sauter la voie de chemin de fer Caen-Flers au passage à niveau de Grimbosq.

Dans l'Eure, le **maquis Surcouf**, créé en 1943 et qui compte au moment du débarquement 300 hommes commandés par Robert Leblanc, reçoit du chef départemental FFI Marcel Baudot à la réception des messages de la BBC le 5 juin l'ordre de passer à l'action : dès le 6 juin, la section 4 du maquis Surcouf détruit au sud de Pont-Audemer, à Saint-Georges-du-Vivère, un observatoire allemand et attaque plusieurs camions allemands pour se procurer des armes dont le maquis manque.

Dans l'Orne, le **maquis de Tanville**, formé en juin 1944 dans la Forêt d'Ecouvès par une soixantaine d'Hommes du village de Tanville – dont le maire est fusillé par les nazis, mène des actions de guérilla pour retarder l'arrivée des renforts allemands sur le Front, le **maquis de Courtomer**, au sud-est d'Argentan, réalise des sabotages, le **maquis de Linières-la Doucelle** est établi à la jonction de l'Orne et de la Mayenne.

Dans la Manche, le **maquis de Beaucoudray**, est constitué par une quinzaine de résistants des PTT de Saint-Lô qui, à la réception du message codé «*Il fait chaud à Suez*» ont dans la nuit du 5 au 6 juin saboté les installations téléphoniques avant de passer à la clandestinité.

Les maquis furent nombreux par dizaines dans les départements bretons, rassemblant à la veille du *Jour J* des milliers d'hommes – dont de nombreux jeunes ayant refusé le STO, et, renforcés par les SAS, ils vont au prix de lourds sacrifices jouer un rôle important dans la Libération, le *Jour J* par des sabotages de voies ferrées (notamment en Ille-et-Vilaine) et en immobilisant des forces ennemies qu'ils harcèlent, telle entre autres l'action des **maquis de Saint-Marcel** (Morbihan), de **Plésidy**, de **Skiffiec** et **Guy-Moquet** (Côtes-d'Armor), de **Spézet** (Finistère). Un rôle qui va s'accroître en juillet et août, les maquis mobilisés et renforcés s'intégrant à la Task Force A de la 6^e DB US formée début août avec pour objectif Brest, qui devient ainsi franco-américaine et à laquelle les FFI fournissent des guides, ou menant des actions de combat spécifiques libérant des villes (le **maquis Vengeance** libérera Quimper) et contraignant l'ennemi à s'enfermer dans des poches qu'ils vont assiéger.

LA PESTE BRUNE S'ETEND EN EUROPE...

D'élection en election, des confins nordiques de Finlande, de Suède ou de Norvège aux rives de Méditerranée ou de mer Noire, en Grèce ou Bulgarie, des plaines hongroises ou montagnes autrichiennes d'Europe centrale aux bords de la Manche, des formations d'extrême-

droite engrangent des succès électoraux, des milices paradent... Nous dressons ci-dessous – à l'exception de la France, à laquelle nous réserverons un dossier particulier – un inquiétant état des lieux.

ALBANIE

FRONT NATIONAL ALBANAIS

Fondé en décembre 1989, le Parti du «Front national albanais» (*Partia Balli Kombëtar Shqiptar*), se revendique de l'héritage du *Balli Kombëtar*, mouvement nationaliste anti-italien, anticommuniste et antiroyaliste de Midhat Frashëri, dont une partie finit par collaborer avec les Nazis pendant l'occupation du pays par la Wehrmacht de septembre 1943 à novembre 1944.

PARTI DE LA JUSTICE, DE L'INTEGRATION ET DE L'UNITE (PDIU)

Fondé en 2011 par Shpëtim Idrizi, le «Parti de la Justice, de l'Intégration et de l'Unité» (*Partia Drejtësi, Integrim dhe Unitet, PDIU*), est un parti nationaliste pan-albanais, demandant l'intégration de tous les Albanais ethniques (d'Albanie, du Kosovo, de Serbie, de Macédoine et du Monténégro) au sein d'un même Etat. Il se fait plus particulièrement le défenseur de la minorité Cham (albanais musulmans) expulsée de Grèce (Epire du sud) sous l'accusation de collaboration avec les nazis lors de l'Occupation de la Grèce) et repliée en Albanie.

Lors des élections législatives de juin 2013, le PDIU obtint 44 957 voix (2,61%) et fit élire 4 députés (sur 40), il a intégré la coalition gouvernementale de droite du premier ministre Sali Berisha, qui a repris le discours irrédentiste du PDIU sur la Grande Albanie, soulignant que si les Albanais vivent dans cinq nations différentes, ils ne peuvent cependant être considérés comme cinq nations différentes : «L'unité des Albanais est la solution alternative à cette situation».

ALLIANCE ROUGE ET NOIRE (A.K.)

Créée en 2012 par Kreshnik Spahiu, ancien chef du Haut-Conseil de Justice d'Albanie, l'«Alliance Rouge et Noire» (*Aleanca Kuq e Zi*) est un parti pan-albanais prônant l'intégration dans une Grande Albanie de tous les Albanais, vivant en Albanie, au Kosovo, en Macédoine, voire en Epire du sud. Son discours, démarqué de celui de l'«Aube Dorée» grecque, avec qui il entretient d'étroits rapports, le font considérer comme néo-nazi. Aux élections législatives de juin 2013, l'A.K. – dont le slogan électoral était – «Dieu d'abord et l'Albanie par-dessus tout» – n'a recueilli que 9 910 voix et n'a eu aucun élu.

ALLEMAGNE

Le premier parti d'extrême-droite d'importance en Allemagne aux références nazies explicites fut le «Parti Socialiste du Reich» (*Sozialistische Reichspartei*) fondé en 1949, qui compta jusqu'à 10 000 membres et obtint, lors des élections régionales de 1951, 11% en Basse-Saxe et 7,7% à Brême. Interdit par la Cour constitutionnelle ouest-allemande en 1952, il fut le premier d'une liste de 25 organisations néonazies interdites entre 1952 et 2009 ; auxquelles il faut joindre plus de soixante autres, régionales, interdites au niveau des Länders entre 1951 et 2009. Il existe aujourd'hui deux formations d'extrême-droite d'importance notable, le NPD et les Republikaners.

PARTI NATIONAL-DEMOCRATE D'ALLEMAGNE (NPD)

Le NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands, NPD*) est fondé le 28 novembre 1964 par d'anciens membres du *Sozialistische Reichspartei* (SRP) et du *Deutsche Reichspartei* (DRP). Affichant des thèses racistes et xénophobes, révisionnistes tentant d'exonérer les nazis de leur responsabilité dans le déclenchement de la Seconde guerre mondiale et de leurs crimes contre l'humanité, le NPD acquiert au début des années soixante une certaine audience dans plusieurs régions d'Allemagne (9,8% des voix dans le Bade-Wurtemberg en 1968) et, recueillant 4,3% des voix en 1969, échoue de peu à entrer au Bundestag.

Après la disparition de la République Démocratique Allemande (RDA) et sa transformation en nouveaux länder de la République fédérale,

le NPD va y obtenir des scores significatifs : plus de 9% en septembre 2004 aux élections régionales de Saxe, entrant pour la première fois dans un parlement régional : ses élus y refuseront de participer à une minute de silence en mémoire des victimes du national-socialisme. En 2006, le NPD obtient 7,3% des voix lors des élections en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, entrant au Landtag. Passant la barre des 3% lors des élections municipales de Berlin, il entre dans cinq conseils municipaux de la capitale fédérale, dont quatre de Berlin-Est. Aujourd'hui le NPD est présent dans quatre parlements régionaux (Saxe, Brandebourg, Brême, Mecklembourg-Poméranie). Et, lors des élections européennes de juin 2014, le NPD, profitant de la suppression du seuil de 3% et recueillant 300 000 voix, fait élire son ancien président (de 1996 à 2011), Udo Voigt, au Parlement de Stasbourg ; le nouvel élu a qualifié Adolf Hitler de «grand homme d'Etat».

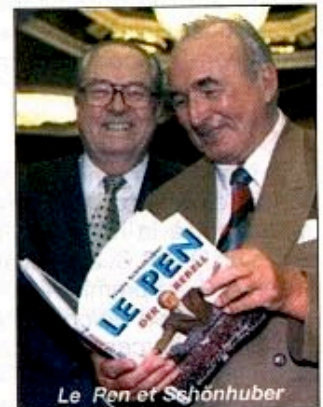
En 2010, le NPD a absorbé l'«Union populaire allemande» (*Deutsche Volksunion, DVU*), autre formation néo-nazie fondée en 1971, un temps rivale du NPD et qui obtint quelques résultats électoraux notables : élu au Landtag de Brême, 12,9% en Saxe-Anhalt en avril 1998, 6,3% en avril 1992 au Schleswig-Holstein et 5,3% au Brandebourg en 2004.

Le NPD, présidé en 2014 par Udo Pastörs, compte de 5 000 à 7 000 membres. Il est régulièrement l'objet de procédures d'interdiction – n'ayant pas à ce jour abouti – pour ses liens avec la mouvance néo-nazie illégale.

LES REPUBLICAINS (REP)

«Die Republikaner» (REP) sont un parti de tendance nationaliste d'extrême-droite, fondé en 1983 par des dissidents de la Christlich-Sozial Union (CSU), la branche bavaroise de la CDU hostiles à «l'ouverture à l'Est», et par le journaliste Franz Schönhuber, un ancien Waffen-SS, qui afficha ses liens d'amitié avec Jean-Marie et Marine Le Pen et qui fut élu président des «Rep.» en 1985.

Après des résultats électoraux décevants à ses débuts lors des élections régionales, les Républicains en 1989 obtinrent 7,1% des voix au niveau fédéral, et 6 parlementaires au Parlement européen, 7,5% à Berlin en janvier 1989, 10,9% en 1992 et 9,1% en 1996 au Bade-Wurtemberg. A partir du début des années 1990, ses scores n'ont cessé de décroître. Quasi-disparus au niveau fédéral, les Rep. n'obtiennent que 4,4% aux élections régionales du Bade-Wurtemberg en 2001 et depuis ne sont représentés dans aucun parlement de land. Ils sont présidés aujourd'hui par Rolf Schlierer.



Le Pen et Schönhuber

MOUVANCE NEONAZIE

Périodiquement est mise à jour l'existence de cellules clandestines néonazies, telle en 2011 la «CLANDESTINITE NATIONAL-SOCIALISTE (NSU)», disant de soutiens dans l'extrême-droite, active surtout en ex-RDA, et qui a été responsable de plusieurs meurtres d'immigrés.

AUTRICHE

En 1938, lors de l'Anschluss, l'Autriche fut absorbée par le Reich après que le chancelier Schuschnigg eut été sous la menace contraint par Hitler de remettre le pouvoir aux nazis autrichiens. Cette annexion – les opposants étant persécutés ou contraints à l'exil – reçut une approbation initiale majoritaire dans la population, et de nombreux Autrichiens furent intégrés à l'appareil politique, administratif, militaire et répressif nazi en

Autriche même mais aussi dans les pays occupés par la Wehrmacht durant la guerre.

Lorsque la défaite nazie fut consommée en 1945, l'Autriche, considérée par les Alliés depuis la déclaration interalliée de Moscou en 1943 comme premier pays victime du nazisme, fut restaurée dans ses frontières de 1938 et évacuée par toutes leurs troupes d'occupation dès octobre 1955. Ce statut de victime de l'Autriche, alors même que nombre d'Autrichiens avaient adhéré à l'idéologie du nazisme voire même été impliqués dans ses crimes, hypothéqua pour une part l'action de dénazification du pays ; l'on peut trouver dans les conséquences de cette ambiguïté une des raisons de l'influence contemporaine de l'extrême-droite dans le pays.

PARTI DE LA LIBERTÉ D'AUTRICHE (FPÖ)

Fondé fin 1955, le «Parti de la liberté d'Autriche» (*Freiheitliche Partei Österreichs*, FPÖ) était à l'origine d'orientation libérale. Alors qu'il était dirigé par le pro-européen Norbert Steger, il entra en 1983 dans un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates (SPÖ) du chancelier Fred Sinowatz, et participa, toujours avec le SPÖ, au premier cabinet de Franz Vranitzky, du 16 juin au 23 septembre 1986, coalition «rouge-bleu» qui cessa quand Jörg Haider accéda à la direction du FPÖ.

Celui-ci – l'aile «européenne ayant quitté le FPÖ pour fonder le Forum libéral – va infléchir de plus en plus l'orientation du parti à l'extrême-droite, avec des attaques contre les immigrés et la minorité slovène, n'hésitant pas même à afficher des complaisances à l'égard du passé nazi. Ainsi, en 1995, il qualifie la Waffen-SS de «partie de l'armée allemande à laquelle il faut rendre honneur», les déclarations antisémites glissent souvent vers l'antisémitisme. Malgré cela, lors des législatives de 1995, le FPÖ recueillera 21,9% des voix et fera élire 41 députés ; à celles de 1999, il devient le second parti du pays, avec 26,97% et 52 élus...

Jörg Haider, qui s'était fait élire une première fois en 1989 gouverneur de la province fédérée de Carinthie (il devra démissionner en 1991 pour avoir vanté la politique de l'emploi sous le Troisième Reich), se fera réélire gouverneur de Carinthie en 1999 puis une troisième fois en 2004. Entre-temps, le succès du FPÖ aux législatives de 1999 avait conduit à la formation d'une coalition gouvernementale «noire-bleue» avec le parti conservateur ÖVP sous la direction de Wolfgang Schüssel ; Suzanne Riess-Passer (FPÖ) devenant vice-chancelière. Cette entrée de l'extrême-droite dans le gouvernement autrichien conduira à la mise sous surveillance de l'Autriche par l'Union européenne.

Aux élections de 2002, le FPÖ perdra 17 points et régressera à 10% mais la coalition noire-bleue restant majoritaire, elle sera reconduite. Le recul électoral du FPÖ se confirme lors des élections régionales de septembre 2003, le parti est devancé par les écologistes ; et lors des élections européennes de 2004, le FPÖ s'effondre à 6%, ne gardant qu'un seul élu.

Cela va conduire nombre de militants et dirigeants du FPÖ à souhaiter le retour du parti à un positionnement plus radical et dans l'opposition. Conséquemment, Jörg Haider – qui souhaite maintenir l'Alliance avec l'ÖVP, le parti conservateur autrichien, quitte le FPÖ pour fonder le 17 avril 2005 un nouveau parti, le BZÖ.



Conférence de presse commune le 8 juin 2011 de Marine Le Pen et de Heinz-Christian Strache, leader du FPÖ. Présente à Vienne à l'invitation de Strache, la Présidente du FN français a participé avec lui en janvier 2012 au bal annuel du Wiener Korporationsring (WKR), conglomérat de différentes «Fraternités» telles l'«Olympia», la «Teutonia», aux réminiscences nostalgiques du 3^e Reich avérées.

À la suite du départ d'Haider, le FPÖ porte à sa tête le leader du Parti à Vienne, Heinz-Christian Strache, qui déclare aussitôt «Vienne ne doit pas devenir Istanbul» ; et le FPÖ de lancer une campagne contre l'adhésion de la Turquie à l'Europe, pour l'interdiction de l'immigration musul-

mane. Plus tard, le FPÖ réclamera un référendum sur l'interdiction du voile islamique et des minarets, aura une affiche de campagne contre les minarets inspirée de celle de l'UDC suisse...

Aux élections législatives de 2006, le parti obtient 11,2% des voix et 21 élus, aux législatives anticipées de 2008, son score s'élève à 17,54% et obtient 34 députés. En septembre 2013, le FPÖ obtient 21,9% des suffrages, et 40 députés, mais cette poussée est à relativiser puisqu'elle s'accompagne du très net recul de l'autre parti d'extrême-droite, le BZÖ.

Lors des élections européennes de mai 2014, le FPÖ de Heinz-Christian Strache, qui a prôché «l'amour du prochain» – à condition qu'il s'agisse d'Autrichiens – a mené une campagne axée sur le rejet du centralisme de Bruxelles et contre les demandeurs d'asile et les immigrés, progresse par rapport à celle de, gagnant 7,1 points et atteignant 19,72%, il aura désormais 4 députés au lieu de 2 au Parlement de Strasbourg.

ALLIANCE POUR L'AVENIR DE L'AUTRICHE (BZÖ)

L'«Alliance pour l'avenir de l'Autriche» (*Bündnis Zukunft Österreich*, BZÖ) est fondée lors d'un congrès constitutif le 17 avril 2005 sous l'impulsion de Jörg Haider, qui est rejoint par les six ministres du FPÖ et 7 de ses 13 députés, favorables à une participation ministérielle. Aux élections législatives du 1^{er} octobre 2006, malgré l'investissement de Haider aux côtés des candidats du Parti, le BZÖ n'obtient que 4,2% et 8 sièges, essentiellement grâce à son implantation en Carinthie, c'est-à-dire grâce à celle de Jörg Haider.

Lors des législatives de 2008, le BZÖ présente une liste «Jörg Haider-BZÖ», qui obtient 11% des voix et 21 députés (réunis, le FPÖ et le BZÖ auraient été, avec 29%, le 1^{er} parti du pays). Mais, le 11 octobre 2008, Haider trouve la mort dans un accident de voiture. Privé de son chef emblématique, le BZÖ remportera lors des élections des provinces fédérées 45,8% des voix en Carinthie, mais échouera à s'implanter dans les autres.

En avril 2009, Jose Bucher, Président du groupe parlementaire du BZÖ au parlement fédéral de Vienne, est élu président fédéral du Parti qu'il va tenter de faire évoluer vers un positionnement libéral proche de celui du FDP allemand. Ce qui entraîne en décembre 2009 le départ de sa principale fédération provinciale.

Aux élections législatives de 2013, le BZÖ qui, avec 3,53%, a reculé de plus de 7 points par rapport à ses résultats de 2008, perd ses 21 députés sortants. Le scrutin européen de mai 2014 enregistre un nouveau recul du BZÖ par rapport au précédent de 2009 : avec 0,47% (-4,13%), le parti atteint la marginalité.

OPPOSITION EXTRAPARLEMENTAIRE (VAPO)

L'«Opposition extra-parlementaire» (*Volksstreu Ausserparlamentarische Opposition*, VAPO), organisation néo-nazie impliquée dans des violences meurtrières dans les années 1990, a été démantelée à la fin de la décennie et plusieurs de ses cadres et membres ont été incarcérés.

À leur libération, plusieurs d'entre eux sont entrés dans le parti de Jörg Haider, le FPÖ, beaucoup d'autres – notamment ceux présents à l'université – ont rejoint les *Burschenschaften*, les «camaraderies» telle la *Wiener Teutonia* ou *Olympia*...

D'autres enfin vont intégrer les associations néonazies tels le *Partei Neue Ordnung* (PNO), la *Neue Jugendinitiative* (NJO), le *Nationalistische Front* (NF), la *Deutsche Kulturgemeinschaft* (DKG), la *Förderwerk Junge Familien*, qui a appelé le 5 août 2000 avec les néo-nazis bavarois de la *Nationaler Widerstand* à une manifestation dans la ville frontalière de Freilassing, pour «stopper la dictature de l'Union européenne» et «en finir avec le boycott de l'Autriche».

BELGIQUE

L'INTERET FLAMAND (VB)

Le *Vlaams Belang* («Intérêt flamand», VB) est officiellement né le 15 novembre 2004. En fait, son véritable acte de naissance se situe en 1978, sous le nom de *Vlaams Blok*, le «Bloc flamand», la «naissance» de 2004 n'étant qu'un changement de nom.

Celui-ci est intervenu à la suite de la confirmation le 9 novembre 2004, par la Cour belge de Cassation, de la condamnation à de lourdes amendes, prononcée par la Cour d'Appel de Gand le 23 avril précédant, de trois associations satellites du «Blok» et diffusant sa propagande – la «*Nationalistische Omroepstichting*», le «*Nationalistisch Vorminginstituut*» et la «*Vlaamse Concentratie*» – au motif d'«incitation permanente à la ségrégation et au racisme». Un jugement crédibilisant la menace pour

le «*Vlaams Blok*» de se voir appliquée la loi – à cette date déjà votée par la Chambre belge et en instance d'adoption au Sénat – prévoyant une procédure permettant de supprimer, en tout ou en partie, la dotation financière publique aux partis qualifiés par la Justice comme étant racistes et liberticides.

Craignant d'être frappé à la caisse, le «*Vlaams Blok*», qui avait préalablement modifié son programme demandant le renvoi vers leur pays [d'origine] de larges groupes d'immigrés non européens», pour désormais «ne» réclamer «que» l'expulsion de ceux qui «rejetent, nient ou combattent notre culture», convoqua en urgence un congrès à Anvers le 14 novembre 2004. Après s'être «dissous» lors de ce congrès, le «*Blok*» va y renaître immédiatement, avec le même sigle, le même programme, les mêmes élus et les mêmes dirigeants, sous le nom de «*Vlaams Belang*» (VB).

Parti politique d'extrême-droite et nationaliste flamand aux objectifs séparatistes, le *Vlaams Belang* a recueilli 15,30% des votes lors des élections du Parlement flamand du 7 juin 2009, 2^e parti flamand, derrière les Chrétiens-démocrates, et ce malgré une chute de près de 10 % de son nombre d'électeurs. Un an plus tard, aux élections fédérales, le *Vlaams Belang* a encore reculé en n'enlevant que 12,6% des voix de la Région flamande et douze sièges de députés, ce qui le place au rang de 5^e parti flamand.

En 2014, le recul s'est accentué, le *Vlaams Belang* obtenant 5,92% aux élections régionales flamandes, 6,78% aux élections européennes de mai, avec un élu à Strasbourg.

C'est qu'un autre parti a récupéré la revendication séparatiste...

L'ALLIANCE NEO-FLAMANDE (N-VA)

L'Alliance néo-flamande (*Nieuw-Vlaamse Alliantie*, N-VA), est issu en 2001 de la *Volkswijde*, parti nationalitaire flamand de l'après-guerre qui rassembla en son sein des démocrates-chrétiens, des libéraux mais aussi des rescapés des partis de la collaboration avec l'occupant nazi.

Jusqu'en 2003, la faiblesse électorale de la N-VA ne lui permettait du fait du seuil des 5% de n'avoir qu'un élu. C'est en constituant un cartel avec les Chrétiens-Démocrates en Flandre (CD & V) que la N-VA va sortir de la marginalité électorale : lors des élections communales et provinciales d'octobre 2006, le cartel recueille 31,7% des voix et aux législatives du 10 juin 2007, son score est de 18,5% des voix avec 30 élus.

Le cartel avec CD & V ayant pris fin, la N-VA se présentera seule aux élections fédérales belges de 2008 et fera, avec 17,4% des suffrages, élire 27 députés à la Chambre.

La N-VA, qui radicalise son opposition à l'Etat belge et renforce son discours pro-indépendantiste flamand avec une revendication sur Bruxelles, va lors des élections communales et provinciales de 2012 attirer les suffrages de 28% des électeurs flamands et gagner la mairie d'Anvers. Aux élections européennes de mai 2014, la N-VA obtient 26,7% de juin 2014 et fait élire 4 des 21 députés belges au Parlement de Strasbourg.

Sans être à proprement parler un parti d'extrême-droite, la rhétorique de son Président, Bart De Wever, les transfuges du *Vlaams Belang* qu'il intègre, font que la N-VA inquiète...

FRONT NATIONAL

Ce parti homonyme du Front National lepeniste français dont il se réclame est né en 1985 en Wallonie de la fusion sous la direction de Daniel Féret de trois mouvements d'extrême-droite.

L'autoritarisme de Daniel Féret, Président à vie du FN, entraînera entre 1285 et 2005 plusieurs scissions (Front Nouveau de Belgique en 1997, Force Nouvelle en 2004...). Entre 1991 et 2007, le FN Belge, ne dépassant pas 3% des voix fera élire au parlement fédéral 1 député en 1991, 2 en 1995, 1 en 1999, 2003 et 2007, deux sénateurs en 2003 et 1 en 2007, 1 parlementaire européen en 1994.

Les ennuis judiciaires de Daniel Féret – condamné à dix ans d'inéligibilité – vont ouvrir une nouvelle crise : le Bureau politique du FN exclut Féret et le remplace par le sénateur Michel Delecroix, qui reçoit le soutien de Jean-Marie Le Pen. Les supporters de Féret et ceux de Delecroix – qui devra céder sa présidence suite à ses propos antisémites – vont s'affronter.

Aux élections fédérales de 2010, malgré sa réunification sous l'égide de Bruno Gollnisch, alors n°2 du FN français, le FN belge perd son député et son sénateur. L'année précédente, aux régionales de 2009, il avait perdu l'ensemble de ses élus à Bruxelles et en Wallonie.

En 2012, le Front National Belge disparaît.

FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE

La Wallonie compte plusieurs petites formations d'extrême-droite : «Nation», «Wallonie d'abord (WdA)», «Front wallon», «Démocratie nationale», «Nouvel Élan Wallon (NEW)», «Nouvelle Alliance Francophone (N-AF)», «Nouvelle Wallonie Alternative (NWA)», «Solidarité Unitaire (SU)», «Ligue Européenne, Patriotique, Égalitaire et Nationaliste (LEPEN)»...

BOSNIE-HERZEGOVINE

De 1992 à 1995, le pays a été ravagé par une guerre civile s'accompagnant d'épuration ethnique, l'ultranationalisme s'est développé au sein des trois communautés – serbe, croate et musulmane – impliquées dans le conflit. La fin de la guerre, qui a installé une structure confédérale pérennisant l'existence de la Bosnie-Herzégovine avec deux entités, la République serbe et la fédération croato-musulmane, a fait reculer au sein des communautés croate et musulmane l'ultranationalisme, resté très présent au sein de la communauté serbe.

PARTI DEMOCRATIQUE SERBE (SDS)

Créé en 1992, le «Parti Démocratique Serbe» (*Srpska Demokratska Stranka*, SDS), a son siège à Banja Luka, capitale de la République serbe de Bosnie. Dirigé aujourd'hui par Mladen Bosi, qui a succédé à Dragan Cavic, c'est un parti d'extrême-droite, ethnociste, héritier de Radovan Karadzic et Ratko Mladic, inculpés pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité et internés à La Haye en attente de jugement devant le Tribunal Pénal International. Artisan du «nettoyage ethnique» lors de la guerre de Bosnie, le SDS continue à combattre toute idée de Bosnie-Herzégovine et prône le rattachement à la Serbie.

Lors de l'élection législative de 2010, il a obtenu 4 des 14 sièges serbes (sur 42) à la chambre des représentants fédérale. Son candidat à l'élection présidentielle confédérale bosniaque de 2010, Rajko Popovic, a recueilli 3,8% des voix de la communauté serbe. Aux élections présidentielles de l'entité serbe (Republika Srpska) du 3 octobre 2010, le candidat du SDS, Ognjen Tadic, a recueilli 35,9% des voix.

PARTI RADICAL SERBE DE LA REPUBLIQUE SERBE (SRS)

Le «Parti radical Serbe de la République de Bosnie» (*Srpska radikalna stranka - Republika Srpska*, SRS-RS) est de facto la branche bosniaque du SRS de Serbie de l'ultra-nationaliste Vojislav Seselj, inculpé de crimes de guerres et de crimes contre l'Humanité et interné à La Haye en attente de jugement pour crimes de guerre. Dirigé par Radislav Kanjeric, le SRS-RS prône l'unification de tous les territoires peuplés de Serbes dans une Grande Serbie.

Lors des élections législatives de 2010 pour la Chambre fédérale des représentants, le SRS-RS n'a obtenu que 2,94% des voix et n'a pas eu d'élus.

ALLIANCE DES SOCIAUX-DEMOCRATES INDEPENDANTS

L'«Alliance» (*Savez Nezavisnih Socijal-Demokrata*, SNSD), fondée en 1996 est un parti de la minorité serbe de Bosnie, social-démocrate à ses origines et qui a évolué vers le nationalisme, envisageant l'indépendance de la République serbe de Bosnie (*Republika Srpska*), l'une des deux entités de la Confédération de Bosnie-Herzégovine. Il a été exclu en 2011 de l'Internationale socialiste pour ses propos nationalistes et extrémistes. L'Alliance est proche du parti «Russie Unie» de Vladimir Poutine. Elle a obtenu, avec 43,3% des voix, 8 des 14 sièges serbes de la chambre fédérale bosniaque des représentants élue en 2010 au suffrage universel (19,5% sur l'ensemble des votes). Son candidat à la présidence fédérale en 2010, Nebejsa Radmonovic, a recueilli 48,9% des voix de la communauté serbe, son candidat à la présidence de la Republika Srpska, Milorad Dodik, a recueilli 50,5% des voix.

PARTI CROATE DU DROIT DE BOSNIE-HERZEGOVINE

Branche de Bosnie-Herzégovine du Parti croate du Droit en Croatie, le HSP-BiH en partage les options. En octobre 2002, le parti n'a pas gagné de siège à la chambre confédérale des représentants de Bosnie-Herzégovine mais 1 des 140 sièges de la chambre de la Fédération croato-musulmane de Bosnie-et-Herzégovine.

MOUVEMENT DE LA FIERTÉ NATIONALE BOSNIAQUE

Fondé en juillet 2009, le «Mouvement de la Fierté Nationale Bosnienne» (*Bosanski Pokret Nacionalnog Ponosa*) proclame que ses principaux ennemis sont les Juifs, les Tsiganes, les Tchethniks serbes, les communistes, les homosexuels et les Noirs.

Cette formation, qui prône la suprématie blanche, s'inspire des volontaires musulmans bosniaques de la 13^e division SS «Handschar».

BULGARIE

UNION NATIONALE «ATTAQUE» (ATAKA)

L'Union Nationale «Attaque» (*Natsionalno Obединenie Ataka*) a été créée en avril 2005 à l'initiative du journaliste Volen Nikolov Siderov par le regroupement de trois petites formations nationalistes formées après la fin du régime socialiste.

Elle a noué dès sa création des relations avec des formations d'extrême-droite d'autres pays européens. Ainsi *Ataka* a envoyé une délégation dès 2006 en France à la fête «bleu-blanc-rouge» du Front National.

Le parti *Ataka* – qui s'auto-définit comme «organisation patriotique et nationaliste» – tient un discours anti-corruption, exprime son opposition «à la vente de la Bulgarie aux étrangers, à la tzigianisation et à la turquisation» du pays, affirme des options xénophobes, a un discours marqué par l'antisémitisme, est hostile aux droits –notamment culturels et linguistiques – des minorités turque et tzigane, se prononçant contre les émissions en langues minoritaires à la télévision publique, pour la préférence nationale concernant les entreprises, pour le rétablissement de la peine de mort, pour faire de la religion orthodoxe la religion officielle de la Bulgarie, prône la sortie de la Bulgarie de l'OTAN et apporte son soutien à la politique du président russe Poutine, en Syrie, en Ukraine... *Ataka* a connu un essor électoral qui a culminé aux élections présidentielles d'octobre 2006, Volen Siderov obtenant 21,6% des voix au premier tour et 24,1% au second tour. Lors des élections législatives de 2014, *Ataka* a obtenu un score et un nombre de députés du même ordre qu'à celui de 2005, au lendemain de sa création : 9,4% des voix et 21 députés. Les récentes élections européennes de mai 2014 ont été un revers pour le parti : 2,96% (-9%) et 0 députés (-2).



Jean-Marie Le Pen et Volen Siderov à Sofia.

PARTI NATIONAL-DEMOCRATE (BNDP)

Le «Parti national-démocrate bulgare» (*Bulgarskoto nacionalno-demokraticheska partia*, BNDP) est issu d'une scission d'*Ataka* le 25 mars 2012 et a été fondé à l'initiative de Dimitar Stoyanov, ancien député européen d'*Ataka*, qui s'était tristement «illustré» en qualifiant une de ses collègues hongroises – nommée meilleure parlementaire 2006 – du Parlement européen de «Prostituée rom...». Le BNDP est membre de l'«Alliance européenne des Mouvements nationaux».

PARTI NATIONALISTE BULGARE (PNB)

Présenté à la presse à Sofia le 9 novembre 2013 par ses dirigeants masqués et cagoulés, le Parti nationaliste bulgare (PNB), surnommé l'«Aube dorée bulgare», en référence aux néonazis grecs, est composé de centaines de skinheads et de hooligans. Un mois après la création du parti, Ali, un réfugié syrien de 17 ans, a été retrouvé poignardé dans les rues de Sofia.

MOUVEMENT NATIONAL BULGARE (VMRO - BND)

Le «Mouvement National Bulgare» (*VMRO – Bulgarsko Natsionalno Dvizhenie*) se réfère à de l'organisation nationaliste bulgare-macédonienne. Lors des élections européennes, le VMRO s'est présenté dans le cadre d'une coalition et a fait élire un député, Angel Damianski, qui a rejoint à Strasbourg le groupe des Conservateurs et réformistes européens. Pour autant, le Parti participe à de nombreuses manifestations nationalistes avec *Ataka*.

CROATIE

PARTI CROATE DU DROIT (HSP)

Fondé en février 1990 par Dobroslav Paraga, à la veille de la Guerre en Yougoslavie, le «Parti Croate du Droit» (*Hrvatska Stranka Prava*, HSP) revendique une filiation avec un ancien parti nationaliste croate homonyme créé en 1861, et dont le secrétaire général au lendemain de la Première guerre mondiale et de la formation de la Yougoslavie sera Ante Pavelic, fondateur du mouvement fasciste terroriste Oustachi et qui installera en Croatie après l'invasion de la Yougoslavie par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste un sanglant régime satellite, responsable d'atrocités contre les Serbes, les Roms, les Juifs...

Pendant les Guerres de Yougoslavie (1990-1995) opposant Serbes, Croates et Slovènes, le HSP suscitera la création et l'action de la «Force de Défense Croate» (*Hrvatska Obrambena Snaga*, HOS), une formation paramilitaire à l'uniforme noir et aux insignes oustachis, impliquée dans des crimes de guerre.

Aux élections de 2007, le HSP, dirigé depuis 1993 et jusqu'en 2011 par Ante Dapic (auquel a succédé en novembre 2009, Daniel Srb) avait obtenu 3,5% des voix et fait élire un député, à celles de 2011, avec 3% des voix, il n'a aucun élu.

Le Parti a connu en 2009 une scission conduisant à la formation du «Parti Croate du Droit-Ante Starcevic» (HSP-AS), d'orientation voisine et dirigé par Ruza Tomasic, députée au Sabor et élue députée européenne lors de l'entrée de la Croatie dans l'Union, réélue en mai 2014.

Précédemment, ayant contesté l'élection d'Ante Depic à la tête du Parti en 1993, et ayant perdu ses recours en justice pour en obtenir l'annulation, Dobroslav Paraga avait fondé le en juillet 1995 le «Parti Croate du Droit-1861», ultra-nationaliste et qui n'a eu depuis sa fondation aucun élu régional, national ou européen.

ALLIANCE DEMOCRATIQUE CROATE DE SLAVONIE ET BARANYA (HDSS - B)

Fondée en 2006 à Osijek par Branimir Glavas, dissident d'extrême-droite – poursuivi pour crimes de guerre lors du conflit serbo-croate – de l'Union Démocratique Croate (HDZ), le parti conservateur du Président Tudjman, l'«Alliance démocratique croate de Slavonie et Baranya» (*Hrvatski Demokratski Sabor Slavonije i Baranje*, HDSS-B) a une dimension régionale au nord-est de la Croatie.

Aux élections législatives de 2007, le HDSS-B a envoyé 3 députés au Parlement croate (*Sabor*). Lors des élections européennes de mai 2014, le HDSS-B, qui a fait alliance avec plusieurs petits partis – a perdu son député sortant.

DANEMARK

PARTI POPULAIRE DANOIS (DF)

Le «Parti Populaire Danois» (*Danske Folkeparti*, DF) a été fondé en octobre 1995 par Pia Kjaersgaard et trois autres membres scissionnistes du «Parti du Progrès» (*Fremkridtspartiet*) d'orientation «poujadiste» anti-impôts, créé en 1972 par Mogens Glistrup et analogue au parti norvégien du même nom ; longtemps principale formation d'extrême-droite et devenu 3^e formation politique du pays (15,72% aux législatives de décembre 1972), le «Parti du Progrès» a décliné à partir de 1990 et a été réduit aujourd'hui à l'état de vestige par le développement du DF.

Sur le plan électoral, le DF est en progression depuis sa première participation en 1998, dépassant le seuil des 10% : 12% en 2001, 13,25% et 24 sièges en 2005, 13,84% et 25 sièges en 2007, il connaît lors des législatives de 2011 un recul modéré : 12,30% et 22 députés. Mais, le 25 mai 2014, le DF a fait élire lors des récentes élections européennes 4 députés à Strasbourg en recueillant 26,60%, devenant ainsi le premier parti danois.

LE DOSSIER

En septembre 2012, sa présidente, Pia Kjaersgaard, choisit Kristian Thulesen Dahl, député depuis 1994, pour lui succéder à la tête du DF.

MOUVEMENT NATIONAL-SOCIALISTE DU DANEMARK (DNSB)

Dirigé en 2014 par Esben Kristensen, le «Mouvement National-socialiste du Danemark» (*Danmarks Nationalsocialistiske Bevægelse*, DNSB) a été fondé le 1^{er} septembre 1991 par Jonni Hansen, entamant alors la publication du journal *Fædrelandet* et mettant en place en 1996 la seule radio néonazie du continent, *Radio Oasen*, bénéficiant jusqu'en 2004 du financement... public des médias ; cette radio continue d'émettre 62 heures par semaine. Son influence électorale est quasi-nulle.

Petit mouvement néonazi, le «Front National du Danemark» (*Danmarks Nationale Front*, DNF) a pris la suite du *Dansk Front*, dissous en 2007. Le 9 mai 2014, une quarantaine de membres du DNF ont manifesté devant le Parlement à Copenhague contre la construction de mosquées.

ESPAGNE

DEMOCRATIE NATIONALE (DN)

«Démocratie nationale» (*Democracia nacional*, DN) – c'est le nom du parti depuis 1995 – est née de fait en 1994, quand plusieurs groupes d'extrême-droite – se rassemblent en une formation unique, l'«Alternative démocrate nationale».

«Démocratie Nationale», dont les dirigeants – tel son président, Manuel Canduela – appellent à éviter tous les symboles du passé (drapeaux franquistes, phalangistes ou autres) et les saluts fascistes, défend la souveraineté et l'unité de l'Espagne, dénonce l'immigration illégale et se prononce pour la préférence nationale, rejette l'avortement, le mariage homosexuel, défend la famille traditionnelle...

Adoubé à sa création par Jean-Marie Le Pen, Démocratie Nationale n'est jamais sorti de la marginalité électorale, ne dépassant pas 1% des voix aux élections nationales et européennes, ne réussissant à faire élire que quelques conseillers municipaux.

MOUVEMENT SOCIAL REPUBLICAIN (MSR)

Fondé en 1999, Le «Mouvement social républicain» (*Movimiento Social Republicano*, MSR), dirigé par Juan Antonio Lapart, est d'idéologie nationaliste-révolutionnaire, un des courants du fascisme contemporain. Depuis 2006, il organise à Madrid en novembre les *Jornadas de la Disidencia* («Journées de la dissidence»). Son influence électorale est marginale (moins de 1%). Il est membre de l'«Alliance Européenne des Mouvements Nationaux».

PHALANGISTES

Plusieurs petits groupes d'extrême-droite – (*Falange Auténtica*, *Falange Española de las JONS*, *FE – La Falange*) – se réclament de la «Falange», le parti fasciste historique du régime franquiste. Leur influence électorale est négligeable. Le parti *Fuerza Nueva*, créé en 1966 par Blas Pinar, est aujourd'hui disparu.

ESTONIE

PARTI DE L'INDEPENDANCE ESTONIENNE (EIP)

Le «Parti de l'indépendance estonienne» (*Eesti Iseseisvuspartei*, EIP) a été créé en 1999 à partir du «Parti pour l'avenir de l'Estonie» (*Tuleviku Eesti Erakond*) fondé en 1994 et dirigé par Vello Leito.

Parti d'extrême-droite nationaliste et europhobe, il revendique plus de 1 200 adhérents, ses scores électoraux se situent en dessous de 1%.

UNION DES COMBATTANTS POUR L'ESTONIE LIBRE

Elle rassemble les anciens SS estoniens de la 20^e *Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr. 1)*. Ministre estonien de la Défense de mai 2012 à mars 2014, Urmas Reinsalu, lors d'un rassemblement le 15 juillet 2012 dans l'île de Sinimäe de ces anciens SS, avait exalté leur «sacrifice», censé servir d'exemple : ce sont eux qui, selon le ministre, auraient sauvé «la dignité du peuple estonien» «grâce à leur courage et à leur bravoure»...

Depuis plusieurs années, l'Estonie accueille sur son territoire des rassemblements d'anciens SS, leur élève ses statues...



L'enterrement de l'ancien Waffen-SS estonien Harald Nugiseks, décédé le 4 janvier 2014, s'est fait en présence d'un détachement de l'armée estonienne, qui présenta les armes et tira une salve d'honneur, ses décorations – dont en bonne place celle nazie de Chevalier de la Croix de fer – portées par un officier. Nugiseks, «pour service rendu à son pays» (sic), avait été au lendemain du retour de l'Estonie à l'indépendance en 1991 fait Officier de l'armée estonienne en 1992, et reçu le 20 octobre 2008 la «Médaille de la Reconnaissance du Peuple Estonien»... ! L'Estonie fait partie de l'Union européenne et de l'OTAN depuis 2004.

FINLANDE

VRAIS FINLANDAIS (SMP)

Issu du «Parti rural de Finlande» (*Suomen maaseudun puolue – SMP*) fondé en 1959, le Parti «Vrais Finlandais» (*Perussuomalaiset* en finnois, PS ; *Sannfinländarna* en suédois), nait en 1995. Il est devenu lors des élections législatives de 2011 la troisième force politique du pays. En août 2011, le parti souhaite que la traduction de son nom en anglais soit *Finns Party* («Parti des Finlandais»).

Le score des «Vrais Finlandais» aux élections législatives s'est élevé de 0,99% en 1999 (1 député) à 1,57% en 2003, 4,05% en 2007 et 19,05% en 2011 (39 députés). Lors des élections présidentielles, le résultat du leader du parti, Timo Soimi, est passé de 3,43%, en 2006 à 9,40% en 2012. Aux élections européennes, les «Vrais Finlandais», qui n'avaient obtenu que 0,54% des voix lors du scrutin de 1999, font avec 9,79% élire 1 parlementaire à Strasbourg (Timo Soimi étant le mieux élu des parlementaires européens finlandais) ; et, en 2014, avec 12,87%, les «Vrais Finlandais» ont 2 élus. Sur le plan local, le résultat des «Vrais Finlandais» aux élections municipales est passé de 0,90% en 2004 à 5,39% en 2008 et à 12,34% en 2012.

Sur le plan programmatique, le Parti des «Vrais Finlandais» s'oppose au bilinguisme finnois-suédois (La Finlande a une minorité suédoise de 5% de sa population concentrée sur sa côte sud-Ouest et dans les îles Åland autonomes), à l'enseignement obligatoire du suédois, au mariage homosexuel, à l'avortement, aux plans d'aide aux pays européens en difficulté, il propose la limitation du droit d'asile, des restrictions à l'immigration.

Sous la direction de Timo Soimi, les «Vrais Finlandais» cherchent à se présenter comme respectables en se démarquant de l'extrême-droite : ainsi au Parlement européen, ils ont quitté le groupe «Europe libertés démocratie» pour rejoindre celui des «Conservateurs et réformistes européens».

MOUVEMENT DE RESISTANCE FINLANDAIS (SVL)

Fondé en 2008, le «Mouvement de Résistance Finlandais» (*Suomen vastarintaliike* ; SVL), dirigé par Juuso Tahvanainen, est une formation néonazie qui prône la suprématie blanche, l'antisémitisme, et se prononce contre le multiculturalisme, le métissage, l'homosexualité...

SUOMEN SISU

Le Mouvement, qualifié d'«esprit nazi» par le journal finlandais *Länsiväylä*, été fondé en 1998 à partir de l'organisation de jeunesse de l'«Association de la culture finlandaise et de l'identité» (*Suomalaisuuden Liitto*). Il est opposé au supra-nationalisme, dont l'Union européenne, a publié en 2006 les «Caricatures de Mahomet». Quatre des parlementaires «Vrais Finlandais» élus en 2011 – dont Jussi Halla-aho, élu aussi en 2014 parlementaire européen – sont membres du *Suomen Sisü*.

GRECE

AUBE DOREE

L'«Association populaire – Aube dorée» (*Laikos syndesmos – Chrysi Avghi*) a été fondée en 1992 par son chef actuel Nikólaos Michaloliákos, reprenant le nom de la revue d'extrême-droite du même nom («Aube dorée»), dont plusieurs numéros porteront le sous-titre «revue nationale-socialiste», publiée entre 1981 et 1984 par de jeunes néonazis – dont Michaloliákos – membres du «Parti du 4 août», à l'appellation faisant référence à la dictature fascisante de Metaxas (1936-1941).

Michaloliákos va être à l'origine de la création du «Mouvement national populaire – Aube dorée», de 1985 à 1992 groupuscule extrémiste marginal de quelques centaines de membres, puis de celle en 1992, de la formation actuelle.

Réactivée en 2007, l'«Aube dorée» a fait son entrée au Parlement hellénique lors des législatives de mai 2012, faisant élire 21 députés avec 6,97% des voix, qu'elle fera réélire le mois suivant avec un pourcentage de voix similaire. Nikólaos Michaloliákos, déclare à la suite de ces élections : «L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie». Et, aux élections européennes de mai 2014, l'«Aube dorée» a élevé son score à 9,39%, et obtenu 3 députés européens ; aux européennes de 1999, elle n'avait recueilli que... 0,11% des voix. Aux municipales de 2014, l'«Aube dorée» obtient 16% des voix à Athènes.

Sur le plan programmatique, l'«Aube dorée» a des positions xénophobes, avance le droit du sang parallèlement au slogan «Pour une Grèce qui appartiendra aux Grecs», a des revendications irrédentistes en Épire du Nord (Albanie), sur Chypre, dans le conflit de la mer Égée avec la Turquie. Il utilise une symbolique néonazie : saluts fascistes, croix gammées stylisées ou la «grecque» qui orne son drapeau rappelant celui du parti nazi, les personnalités du 3^e Reich ayant une place de choix dans les publications papier ou en ligne du parti. Son leader, Nikólaos Michaloliákos, qui nie l'existence des chambres à gaz et des fours crématoires, s'était fait remarquer en faisant le salut fasciste en entrant au conseil municipal d'Athènes où il venait d'être élu en 2010.

Des militants de l'«Aube dorée» ont été impliqués dans des agressions à la barre de fer contre les immigrés, la formation de commandos violents contre des militants de gauche, dans l'assassinat le 18 septembre 2013 d'un militant antifasciste le rappeur Pávlos Fýssas, dans la banlieue d'Athènes. Le 28 septembre 2013, Nikólaos Michaloliákos et quatre autres députés sont arrêtés par la police dans le cadre de cette enquête... Et le 30 juin 2014, tous les députés du mouvement sont à cette date sous le coup de poursuites judiciaires pour «appartenance à une organisation criminelle».



ALERTE POPULAIRE ORTHODOXE (LAOS)

L'«Alerte populaire orthodoxe» (*Laikos Orthodoxos Synagermos*, LA.O.S. — dont le sigle LAOS signifie *peuple* — est un parti d'extrême-droite, fondé en 2000 par Georgios Karatzaféris suite à son exclusion du parti conservateur *Néa Dimokratía*, et qui depuis 2009 appartient au groupe «Europe libertés démocratie». N'obtenant que 2,20% des suffrages aux législatives de 2004 et aucun élu, le LAOS va progresser à celles de 2007, emportant avec 3,8 % des voix 10 sièges. Puis aux législatives du 4 octobre 2009, le LAOS obtient 5,63 % des voix et 15 députés à la *Vouli*, la chambre grecque des députés.

Son programme a une forte dimension xénophobe : Georgios Karatzaféris demande le départ de 1,6 million d'immigrés. Le LAOS demande aussi la baisse des impôts des sociétés et des ménages, s'oppose à l'Union européenne, à la reconnaissance dans son nom actuel à la République de Macédoine.

Suite à son relatif succès électoral de 2009, le LAOS va intégrer en novembre 2011 une coalition gouvernementale avec deux ministres au gouvernement, une coalition que le parti va quitter le 10 février 2012 afin de protester contre de nouvelles mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. Pour avoir été courte, cette participation de la LAOS au Gouvernement va lui coûter cher électoralement : lors des élections législatives anticipées de mai 2012, elle ne recueille que 2,9% des suffrages et perd tous ses députés.

HONGRIE

ALLIANCE DES JEUNES DE DROITE- MOUVEMENT POUR UNE MEILLEURE HONGRIE (JOBBIK)

L'«Alliance des Jeunes de Droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie» (*Jobboldali Ifjúsági Közösség - Jobbik Magyarorszáért Mozgalom*) a été fondée le 24 octobre 2003 par Gabor Vona, par la transformation en parti politique d'un mouvement étudiant et lycéen fondé en 1999, le *Jobbik* («meilleur», en hongrois).

Le *Jobbik* se réfère à la Hongrie de l'amiral Horthy, le dictateur fasciste de l'entre-deux guerres, à la Grande Hongrie, qui annexerait des territoires aujourd'hui roumains, serbes, autrichiens et slovaques, est europhobe, il dénonce le communisme, la «criminalité rom», les Juifs, se réfère aux valeurs chrétiennes... Vona a vu dans la loi française sur le «mariage pour tous» «l'acte final d'une Europe malade et décadente»...

En août 2007, le *Jobbik* a été à l'origine de la création d'une formation paramilitaire, la *Magyar Garda* («Garde hongroise»), qui s'est signalée par des agressions parfois mortelles contre des membres de la minorité Rom. Sur le plan électoral, le *Jobbik* a commencé son enracinement lors des élections européennes de juin 2009, recueillant 14,77% des voix et faisant élire 3 des 22 députés hongrois au parlement de Strasbourg. En avril 2010, le *Jobbik*, avec 16,67% des voix, obtient 47 sièges à l'Assemblée Nationale, quatre ans plus tard, en avril 2014, il dépasse la barre des 20% : 20,54%... Avec 14,67% des suffrages le 25 mai 2014, il garde ses 3 députés européens, dont Bela Kovacs, accusé de travailler pour les services secrets... russes.

A son congrès d'octobre 2009, le *Jobbik* a été à l'initiative de la création de l'«Alliance européenne des mouvements nationaux».

PARTI DE LA JUSTICE ET DE LA VERITE (MIÉP)

Le «Parti de la Justice et de la Vérité» (*Magyar Igazság és Élet Pártja*, MIÉP) a été fondé le 15 juillet 1993 par Istvan Csurka, qui se présente comme porte-parole des 3 millions de Hongrois séparés de la mère-patrie par le Traité de Trianon et manifeste un antisémitisme virulent, voyant la Hongrie menacée par un complot sioniste pour y installer un second «Foyer juif» en cas de faillite d'Israël. Vice-président du MIÉP, Lorant Hegedus, a été condamné en décembre 2002 à 18 mois de prison avec sursis pour avoir déclaré : «Nous devons parquer les Juifs à part parce que sinon ils prendront notre place»...

Le meilleur résultat électoral du MIÉP fut obtenu lors des législatives de 1998, faisant, avec 5,47% des voix, élire 14 députés sur 380 qu'il perdit en 2002, ayant régressé à 4,37%. Depuis 2010, ses scores sont inférieurs à 1%.

Fin 2011, la nomination de Csurka comme administrateur du Théâtre *Uj Színház* de Budapest souleva l'indignation. Csurka, décédé le 4 février 2012, a été remplacé à la tête du MIÉP par l'ancien parlementaire Zoltán Fenyvessy.

MOUVEMENT DE JEUNESSE DES 64 COMTÉS (HVIM)

Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom, HVIM, fondé en 2001 par Toroczka László, ce mouvement milite pour une Grande Hongrie dans les frontières d'avant le Traité de Trianon. En 2006, György Gyula en a pris la direction. Le HVIM a été impliqué dans les violentes manifestations de septembre 2006 à Budapest.

ITALIE

LIGUE DU NORD POUR L'INDEPENDANCE DE LA PADANIE (LN)

«La Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie» (*Lega Nord per l'Indipendenza della Padania*, LN) est née en 1989 de l'union de la «Ligue lombarde» (*Lega Lombarda*) et de la «Ligue vénitienne» (*Liga Veneta*). Dirigée à sa création par Umberto Bossi, elle se prononce alors pour l'indépendance de la «Padanie» (région autour du Pô) critiquant le poids du Mezzogiorno (sud de l'Italie) pesant négativement sur l'économie du nord de l'Italie.

La LN va s'implanter d'abord en Lombardie et Vénétie, de manière moins importante dans le Piémont et en Ligurie, y prenant la tête de nombreuses municipalités. Le mouvement va avancer la revendication de l'autonomie – et même de l'indépendance – de la Padanie.

Participant au pouvoir, la Ligue du Nord a obtenu de Silvio Berlusconi une réforme constitutionnelle de *dévolution*, allant vers le fédéralisme mais qui a été rejetée par référendum populaire en juin 2006.

Le 5 avril 2012, Umberto Bossi, mis en cause dans une enquête de détournements de remboursements électoraux démissionne du poste de secrétaire fédéral, et devient Président d'honneur ; il est remplacé par Roberto Maroni.

Lors des élections générales de 2013, la Ligue perd la moitié de ses voix, ne recueillant que 4,10 % des voix, ce qui lui permet cependant de conserver 18 sénateurs et 18 députés cantonnés au Nord de l'Italie ; Roberto Maroni remportant la présidence de la région Lombardie. Le 7 décembre 2013 Matteo Salvini succède à Maroni, qui annonce le 25 mars 2014 vouloir rédiger un programme avec le Front national français en vue des élections européennes de 2014. A ces élections, la «Ligue du Nord» recueille 6,1% des voix et obtient 5 élus au Parlement de Strasbourg, dont un authentique mais habile néo-fasciste, Mario Borghesio, ami de Marine Le Pen.

FORZA NUOVA (FN)

Fondée en 2003, «Force Nouvelle» (*Forza Nuova*, FN) est un parti ouvertement néo-fasciste, présidé par Roberto Fiore, député européen (2008-2009). *Forza Nuova* fait partie du «Front national européen».

Lors des élections générales de 2013, FN a obtenu 89 811 voix (0,26%) à la Chambre, et 81 521 voix (0,26%) au Sénat.

MOUVEMENT SOCIAL - FLAMME TRICOLORE (MSFT)

Le «Mouvement social - Flamme tricolore» (*Movimento Sociale-Fiamma Tricolore*, MSFT) a été fondé en 1995 par Pino Rauti et dirigé jusqu'à son exclusion en 2013 par Luca Romagnoli.

Il regroupe d'anciens néo-fascistes de l'historique «Mouvement social italien» (MSI) qui ont refusé le tournant de Fiuggi qui a abouti à la création de l'«Alliance nationale», considérant les idées de cette dernière comme n'étant plus assez «radicales».

Entre 2000 et 2007 le parti a été membre de la coalition de droite «Maison des libertés» de Silvio Berlusconi. Lors des élections européennes de 2004, MSFT a obtenu 0,7% des suffrages et un seul député européen, en profitant de la règle du «plus fort reste», lors d'un scrutin à la proportionnelle intégrale.

Lors des élections législatives de 2013, il se présente seul et obtient à la Chambre 44 744 voix (0,13%) tandis qu'au Sénat 52 105 voix (0,17%). Après avoir rejoint le *Mouvement pour l'Alliance nationale*, le Secrétaire national du parti Luca Romagnoli a été remplacé par Attilio Carelli.

CASAPOUND

CasaPound est un centre social d'inspiration nationaliste-révolutionnaire et explicitement néofasciste né à Rome le 26 décembre 2003 par l'occupation d'un immeuble. Par extension, le terme recouvre l'ensemble du mouvement politique qui en fut à l'origine. En juin 2008, le mouvement a pris le nom de *CasaPound Italia*. Depuis 10 ans, il a été impliqué dans plusieurs actions violentes.

LETTONIE

TOUT POUR LA LETTONIE ! (VL)

«Tout pour la Lettonie !» (*Partija "Visu Latvijai!"*, VL), parti de l'extrême-droite lettone, qui n'avait pas en 2006 franchi le seuil des 5 % nécessaires pour avoir des représentants à la Saeima (Dièteparlementaire) s'est allié en 2010 avec le parti «Pour la patrie et la liberté/LNNK» (*Tvzemei un Brīvībai/LNNK*), au sein de l'«Alliance nationale» (*Nacion Apvienība*, N.A.) qui obtiendra 13,88% des voix (+5,9%) et 14 sièges (+ 6), dont 8 pour VL lors des législatives du 17 septembre 2011.

En mars 2013 «Tout pour la Lettonie» a soumis à la Diète un projet d'amendements à la loi sur les jours fériés proposant d'officialiser à nouveau le 16 mars – comme cela avait été le cas entre 1994 et 2000 – «Jour de la Légion lettone» de la Waffen SS. La Légion lettone rassembla de 25 000 à 30 000 hommes au sein de la 15^e Waffen-Grenadierdivision der SS (Lettische Nr.1) et de la 19^e Waffen-Grenadierdivision der SS (Lettische Nr.2), dont le *Sonderkommando* commandé par Viktors Arjs, en liaison avec l'Einsatzgruppen A fut, en liaison avec l'Einsatzgruppen responsable de la mort d'entre 50 000 et 100 000 personnes, essentiellement des Juifs lettons.

Le 16 mars fait référence à une victoire de la Légion lettone le 16 mars 1944 face à l'Armée rouge. Le 16 mars 2013, plusieurs centaines de personnes – dont des députés à la Diète – ont participé à la marche annuelle des anciens légionnaires de la Waffen-SS à Riga, dont l'inter-

diction par le Conseil municipal de Riga avait été annulée par décision de justice.

LITUANIE

ORDRE ET JUSTICE

«Ordre et justice» (*Tvarka ir teisingumas*), créé par la scission de l'«Union libérale lituanienne», est un parti national-populiste, fondé en 2002 par Rolandas Paksas sous l'appellation *Liberal Demokrat Partija* (Parti libéral-démocrate). Il s'est présenté aux élections législatives de 2004, en alliance électorale, baptisée *Už tvarkir teisingum (UTT)*, qui a recueilli 11,4% des voix et fait élire 11 députés.

En 2003, Rolandas Paskas est élu Président de la République, il devra démissionner peu après, étant mis en cause dans une affaire de remboursement illégal de frais électoraux. Aux premières élections européennes pour la Lituanie de juin 2004, il a obtenu un seul député européen, avec 6,83 % des voix : Rolandas Pavilionis. Aux législatives de 2008, son score s'élève à 12,6% des voix avec 15 élus, aux Européennes, il recueille 14,27% des voix et a deux élus.

UNION DE LA JEUNESSE LITUANIENNE NATIONALISTE

«L'Union de la Jeunesse lituanienne nationaliste» organise annuellement depuis 2008 un défilé le 16 février à Kaunas, seconde ville du pays, lors duquel sont scandés les slogans «*La Lituanie pour les Lituanais*» et «*ni pour l'Est, ni pour l'Ouest, la Lituanie pour les enfants de la Lituanie*».

Slogans répétés le 11 mars lors de la «Parade Nationaliste» organisée dans la capitale, Vilnius, par le «Centre Lituanien Nationaliste», qui inspire le Parti «Jeune Lituanie» dont le slogan est «*Sans homosexuels, sans noirs, sans rouges et sans Roms*», Parti dirigé par le président du Centre, Ricardas Cekutis, qui est aussi chargé des Relations Publiques du Centre Etatique de Recherche sur le... Génocide !

Tant «l'Union de la Jeunesse lituanienne nationaliste» que le «Centre Lituanien Nationaliste» reçoivent des fonds publics.

MACEDOINE

MOUVEMENT DE LA REVOLUTION INTERNE MACEDONIENNE-PARTI DU PEUPLE (VMRO-NARODA)

Le «Mouvement de la Révolution interne macédonienne-Parti du Peuple» (*Vnatrešno Makedonska Revolucionerna Organizacija – VMRO-Narodna*) est né en 2004 d'une scission d'extrême-droite du Parti Nationaliste macédonien historique (VMRO-DPMNE) au pouvoir à Skopje, qui obtint 6,12% des voix et 8 sièges. Un score qui restera unique : le parti se dissoudra avant les élections de 2008, la plupart de ses membres retournant au VMRO-DPMNE.

NORVEGE

PARTI DU PROGRES (FrP)

Le «Parti du Progrès» («*Fremskrittspartiet*», FrP) fut fondé en 1973 par Anders Lange, secrétaire de 1930 à 1938 du *Fedrelandslaget* («Cercle de la Patrie»), qui proposa la nomination d'Hitler et Mussolini au... prix Nobel de la paix !

Jusqu'en 1985, le FrP va stagner électoralement entre 1,9% (1977) et 4,5% (1985) des voix. Mais, en 1989, avec 13% des voix, le FrP – à tête duquel Carl Ivar Hagen a succédé à A. Lange décédé en 1974 - va faire élire 22 députés (sur 169) au *Storting*, le Parlement norvégien.

Au lendemain des élections locales de 1995, le FrP, rejoint par de nombreux membres venus du parti raciste «*Stopp Innvandringen*» («Stoppez l'immigration»), recueille 15,3% des voix aux législatives de 1997 ; essentiellement en développant une logorrhée anti-immigrés et une campagne contre la minorité Saami (lapone). Le FrP va franchir en 2005 la barre des 20%, avec 22,1% et 38 députés ; score qui s'élèvera en 2009 à 22,9% (41 députés).

En 2006, Siv Jensen, qui fut longtemps la seconde de Carl Ivar Hagen, lui succède à la tête du Parti : elle va entreprendre de le «dédiaboliser», avec pour objectif de faire sauter la digue érigée par tous les partis parlementaires de gauche et de droite face au FrP ; une opération facilitée par le départ d'une aile radicale formant le parti des *Demokratene (sic)* à l'islamophobie exacerbée.

Sous la houlette de Siv Jensen, le FrP, en gardant son fonds de commerce anti-immigrés, va se positionner en parti «libéral», militant pour la baisse des impôts, la réduction des aides aux pays en voie de développement, l'aide à l'enseignement privé... Stratégie payante...

Bien que connaissant un tassement (16,3% des voix) aux élections de septembre 2013, le FrP va entrer au gouvernement en alliance avec les Conservateurs, avec 7 ministres sur 18, dont ceux des Finances (Siv Jensen), du Travail, de la Justice et sécurité publique, de l'Enfance.

Anders Behring Breivik, le responsable du massacre de 77 personnes le 22 juillet 2011 à Oslo et dans une île proche avait été membre du FrP.

DEMOCRATES

Les «Démocrates» (*Demokratene*) ont été fondés à Oslo le 24 août 2002 par des dissidents du *Fremskrittspartiet*. Le parti est violemment opposé à l'immigration et à la politique d'aide au Tiers-monde, exige la suppression de toute aide publique aux confessions religieuses autres que le christianisme, apporte son soutien à Israël dans le conflit avec les Palestiniens, est opposé à une adhésion de la Norvège dans l'Union européenne. Lors des attentats islamistes de Londres de 2005, le responsable des «Démocrates» de la province du Nordland proposa l'interdiction de l'islam en Norvège.

PARTI DE LA PATRIE, ALLIANCE ELECTORALE BLANCHE... (FLP, HV)

Créé en 1990, le «Parti de la Patrie» (*Fedrelandspartiet*, FLP), dirigé par Harald Trefall, est un parti très nationaliste violemment anti-immigrés. Marginal sur le plan électoral.

L'«Alliance électorale blanche» (*Hvit Valgallianse*, HV) est constituée de deux groupes : *Stopp Innvandringen* («Stop à l'immigration») et *Hjelp de fremmede hjem ellers mister vi landet vårt* («Aidons les étrangers à rentrer chez eux ou nous perdrons notre pays»). Son ancien chef - condamné en 1997 pour ces déclarations - voulait faire stériliser les étrangers et obliger les femmes étrangères enceintes à se faire avorter...

PAYS-BAS

PARTI POUR LA LIBERTÉ (PVV)

Le «Parti pour la liberté» (*Partij voor de Vrijheid*, PVV) est un parti politique nationaliste néerlandais fondé en 2006 par Geert Wilders, ex-député du Parti populaire libéral et démocrate à la Seconde chambre, quitte son groupe parce qu'il était en désaccord avec la politique menée par son parti en premier lieu sur les problèmes de l'immigration et de la justice.

«Je ne veux plus de nouveaux immigrants. Je n'ai rien contre les individus, mais nous avons un problème avec l'idéologie islamique (...) «un million de musulmans pour 16 millions de Hollandais, c'est trop». «Voulez-vous moins «plus ou moins de Marocains dans votre ville et aux Pays-Bas» a-t-il demandé à ses partisans : «Moins ! Moins ! Moins !», ont-ils répondu ; Geert Wilders a alors promis : «Nous allons nous en charger...»

Aux élections législatives en 2006, il obtient 5,9% et 9 sièges à la Seconde chambre. Aux élections européennes de 2009, le parti recueille 16,9 % des suffrages, et fait élire 4 sièges (sur 25) au Parlement européen, devenant la seconde force politique du pays. Aux élections municipales en 2010, le PVV arrive en tête à Almere (9 sièges sur 39) et 2^e à La Haye (8 sièges). [

Lors des élections législatives de 2010, le PVV rassemble 15,4% des suffrages et, passant de 9 à 24 sièges (sur 150), devient ainsi la troisième force politique du pays. À la suite de ces résultats, un gouvernement minoritaire est formé avec le soutien parlementaire du PVV.

Les élections législatives de 2012, provoquées à la suite du désaccord du parti avec le gouvernement Rutte sont un échec pour Geert Wilders. Le parti passe de 15 à 10% des voix, au profit des libéraux et des sociaux-démocrates. Le PVV retourne à l'opposition. Lors des élections européennes de 2014, le PVV relève son score sans retrouver son niveau de 2009, obtenant 13,32% des voix et 4 élus.



Marine Le Pen et Bert Wilders

POLOGNE

RENAISSANCE NATIONALE DE LA POLOGNE (NOP)

Fondée le 10 novembre 1981, la «Renaissance nationale de la Pologne» (*Narodowe Odrodzenie Polski*, NOP) a participé pour la première fois en 2001 à des élections parlementaires, dans le cadre d'une «Alliance des Forces Nouvelles» (*Sojusz Nowych Sił*), constituée avec d'autres groupes d'extrême-droite, dont le «Front National-socialiste» (*Front Narodowo-Socjalistyczny*), qui n'a recueilli que 0,5% des voix. Lors de scrutins suivants, locaux, régionaux ou nationaux, la NOP, se présentant seule, n'a pas dépassé les 0,5%. Toutefois, lors des élections parlementaires de 2011, Anetta Stemler, candidate de la NOP au Sénat, a obtenu 3,10% des suffrages dans sa circonscription.

Opposé à l'euthanasie et à l'avortement, au mariage pour tous, l'adoption pour les LGBT, pour le rétablissement de la peine de mort (meurtres, violeurs, pédophiles, trafiquants de drogues...), pour la décommunisation et l'épuration (lustration), contre l'OTAN et l'Union européenne.

JEUNESSES POLONAISES

«Jeunes polonaises» (*Młodzi Wszepolska*) est un groupe d'extrême droite qui existe depuis 1922, dissous en 1945, et recréé en 1989. Il s'est signalé par une agression contre une parade gay le 11 juin 2005.

CAMP NATIONAL-RADICAL (ONR)

Le «Camp national-radical» (*Obóz Narodowo-Radykalny*, ONR) est un mouvement d'extrême-droite polonais à forte connotation antisémite, fondé en 1934, illégal avant-guerre, dissous en 1944 à la libération de la Pologne et recréé en 1993. Comptant 200 à 300 membres, il s'est signalé lors d'apparitions dans la rue par le salut fasciste bras tendu, pour la circonstance baptisé «salut romain» ; il dispose d'un site internet. Le «Camp National-Radical» est lié au Front National Européen.

PORTUGAL

PARTI NATIONAL RENOVATEUR (PNR)

Dirigé depuis 2005 par José Pinto Coelho, le «Parti National Renovateur» (*Partido Nacional Renovador*, PNR), fondé en avril 2000, se veut un parti de la Droite nationale, sociale et populaire, dont le slogan «le Portugal aux Portugais» n'est pas la seule ressemblance avec le Front National lepéniste français. Exigeant la restriction de l'immigration et l'inversion des flux migratoires, le PNR demande aussi la diminution de l'âge légal de la responsabilité pénale, dénonce la corruption, il manifeste son hostilité à l'homosexualité... Lors des différents scrutins locaux, nationaux et européens, le PNR n'a jamais dépassé le 1% des voix.

Le PNR est lié au Front National Européen qui regroupe plusieurs formations d'extrême-droite comme l'«Aube dorée» grecque, le NPD allemand... Il a des liens étroits avec le Front national, le *Vlaams Belang* belge, le *British National Party*..., et a rejoint fin 2009 l'«Alliance européenne des mouvements nationaux».

REPUBLIQUE TCHEQUE

PARTI NATIONAL TCHEQUE (NS)

Le Parti National (*Národní strana*, NS), alors dirigé par Petra Edelmanová, s'est tristement illustré lors des élections européennes de 2009, avec un spot de campagne télévisée s'ouvrant sur la phrase «la solution finale de la question tzigane proposée par le Parti National est un mode d'emploi pour tous les Etats européens» ; propos illustrés par des photos de ghettos rom accompagnées de slogans comme «Non à l'intégration des inadaptables», «Tes impôts, leur avenir». La communauté Rom tchèque, d'environ 300 000 personnes, connaît des discriminations sociales, notamment dans le travail et l'habitat, et a subi plusieurs agressions physiques. Le NS a défendu le projet de déporter la population Rom en Inde, considérée comme en étant le berceau ethnique. Aux élections européennes, le parti a obtenu 6 263 voix soit 0,26%.

Ces outrances ont amorcé le déclin organisationnel du parti, concrétisé par la démission de Petra Edelmanová le 1^{er} décembre 2009, et finalement le parti - qui en 2007 avait créé une formation paramilitaire - a été dissous par la Cour administrative suprême le 17 août 2011.

PARTI OUVRIER DE LA JUSTICE SOCIALE

Fondé en 2003, le «Parti Ouvrier» (*Dlnická strana sociální spravedlnosti*, DS), présidé par Tomáš Vandas, se situe à l'extrême-droite, ses actions étant soutenues par les organisations radicales néonazies tel le groupe *Národní odpor*. Il n'a aucune représentation électorale, ayant atteint un maximum 1,14% lors de l'élection législative de 2010.

Ayant été impliqué dans diverses agressions contre les minorités (Roms en premier lieu), le Parti a été dissous par la Cour suprême le 17 février 2010. Il s'est reconstitué d'abord sous le nom sous le nom de «Parti des citoyens de la République Tchèque» puis sous celui de «Parti Ouvrier de la Justice Sociale».

ROUMANIE

PARTI DE LA GRANDE ROUMANIE (PRM)

Le «Parti de la Grande Roumanie» (*Partidul România Mare*, PRM), nommé entre mars et mai 2005 «Parti populaire de la Grande Roumanie» a été fondé en 1991 par Corneliu Vadim Tudor, un ancien membre «national-communiste» du régime Nicolae Ceaucescu, parfois appelé le «Le Pen des Carpathes» affirmant des positions ultra-nationalistes, xénophobes, anti-Tziganes et anti-Magyars, homophobes et antisémites, et l'idée de la réunion à la Roumanie des territoires ukrainiens, moldaves et bulgares peuplés de Roumains.

Officiellement, le parti a abandonné l'expression la plus radicale de ces positions, reprises par la «Nouvelle Droite» (*Noua Dreapta*), et met l'accent sur la défense de la patrie, de la famille, le respect de la religion, cherchant à positionner comme démocrate-chrétien... En 2013, Corneliu Vadim Tudor en a été exclu. Sur le plan électoral, le parti obtint des scores importants, au début des années 2000 : Corneliu Tudor, arrivé 2^e à l'élection présidentielle en 2000 avec 28,34% au 1^{er} tour, recueillera 33,17% au 2^e tour. En 2004, il ne recueillera au 1^{er} tour plus que 12,57%, et seulement 5,56% en 2009.

Aux législatives, *România Mare*, qui avait fait élire 48 députés sur 314 et 21 sénateurs sur 137 aux législatives et sénatoriales de 2004, les perdra avec 3,20% des voix en 2008 ; en 2012, son score tombera à 1,20% aux législatives et 1,47 aux sénatoriales. De même, il perdra ses 3 députés européens au scrutin de mai 2014.

NOUVELLE DROITE (ND)

La «Nouvelle droite» (*Noua Dreapta*, ND) est issue du «Parti de la Grande Roumanie» et en est restée proche, elle se réclame de la «Garde de fer», formation fasciste de l'entre-deux guerres, chrétienne, isolationniste, xénophobe et antisémite des années 1930. *Noua Dreapta* se revendique comme parti néo-fasciste, irrédentiste et traditionaliste orthodoxe qui dit vouloir protéger la Roumanie des impérialismes américain et russe et la désengager de l'OTAN. Ensemble «Grande Roumanie» et «*Noua Dreapta*» ont atteint, après la crise financière, presque 9% des voix aux élections de 9 décembre 2012.

PARTI DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION - CHRÉTIEN-DEMOCRATE (PNG-CD)

Présidé depuis janvier 2004 par le riche homme d'affaires Georges Becali, qui l'a positionné à l'extrême-droite nationaliste et populiste aux références chrétiennes conservatrices, homophobes, ce petit «Parti De La Nouvelle Génération - Chrétien-Démocrate» (*Partidul Noua Generalie - Crestin Democrat*, PNG-CD) a été fondé avec une orientation centriste en 1999 sous le nom de «Parti de la Nouvelle Génération» par l'ancien maire de Bucarest Viorel Lis et des jeunes diplômés en Sciences politiques et Droits ; son nom a été complété en 2006.

Ayant participé en 2004 aux élections législatives, le PNG-CD n'avait recueilli que 2,2% des voix et n'avait eu aucun élu, et lors des élections européennes de 2007, avec 4,86% des voix, il reste en deçà du seuil de 5% nécessaire pour avoir un élu. Georges Becali se qualifie lui-même de successeur de Corneliu Codreanu, le fondateur de la Garde de fer fasciste roumaine de l'entre-deux guerres.

ROYAUME UNI

BRITISH NATIONAL PARTY (BNP)

Le «Parti national britannique» (British National Party, BNP) a été créé en 1982 par John Tyndall, ouvertement anti-juif, anti-hindou et anti-sikh, et dirigé depuis 1999 par Nick Griffin, qui a donné au BNP un positionnement essentiellement anti-musulman et xénophobe, surtout à l'égard

des non-européens. Selon son manifeste, le BNP «s'engage à enrayer le flux migratoire non-européen et à restaurer par des moyens légaux ainsi que par la négociation et le consentement, la composition majoritairement blanche de la population britannique qui existait en Grande-Bretagne avant 1948». Le BNP propose «d'encourager de manière ferme mais volontaire les immigrants et leurs descendants à retourner dans leurs pays d'origine».

Lors des élections législatives de 2005, le BNP a obtenu 0,7 % des voix. En 2009, le BNP devient la deuxième force dans les zones populaires derrière le Labour où la présence d'immigrés est forte. Aux élections européennes de 2009, il fait élire avec 6,2 % des voix deux députés au Parlement de Strasbourg. En octobre 2009, la BBC autorise un programme consacré au BNP et à Nick Griffin. Le BNP rallie alors l'«Alliance européenne des mouvements nationaux» qui regroupe des partis nationalistes d'Europe comme le Front national français Mais, le Parti va subir la concurrence de l'UKIP, et perdre l'essentiel de ses élus. Ainsi, lors des législatives de 2010, il ne recueille que 1,9% des suffrages, et 1,09% aux Européennes de mai 2014, perdant ainsi ses deux députés sortants.

UNITED KINGDOM INDEPENDANCE PARTY

Le «Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni» (*United Kingdom Independence Party*, UKIP) a été fondé en 1993 par Alan Sked, attirant dès sa création les élus de la frange antieuropéenne du Parti conservateur. L'UKIP se présentera aux élections européennes de 2004, obtenant 16,6% des suffrages exprimés et faisant élire 12 députés. Lors des élections européennes de 2009, l'UKIP remporte treize députés, en seconde position au Royaume-Uni, derrière le parti conservateur mais devant le parti travailliste. En mai 2014, aux élections pour le Parlement européen, l'UKIP obtient le plus grand nombre de voix (27,49%), gagnant 11 députés supplémentaires pour un total de 24. Parallèlement, il a entamé son enrachement, obtenant 23% aux élections locales de 2013.

L'UKIP, s'il poursuit sous la direction de Nigel Farage une stratégie anti-UE et antisystème, n'est pas à proprement parler un parti d'extrême-droite, et, il refuse toute alliance européenne avec des mouvances d'extrême-droite patentées, notamment le Front national lepeniste, dont il juge l'«ADN lié à l'antisémitisme».

RUSSIE

Il est difficile de tracer un panorama de l'extrême-droite russe, les formations politiques s'y rattachant de manière exclusive étant en nombre limité. Mais, des courants extrémistes existent au sein de partis «attrape-tout» ayant une audience pouvant être importante. C'est notamment le cas du Parti *Rodina* (Patrie) auquel a succédé le Parti «Russie juste» ou du Parti «Russie Unie», principal soutien du Président Poutine.

Ainsi «Russie Unie» entretient des relations cordiales avec plusieurs formations d'«extrême-droite» en Europe, dont le Front National en France, lequel a exprimé à plusieurs reprises son soutien à la politique du Kremlin, notamment en Ukraine. Aymeric Chauprade, conseiller aux relations internationales de Marine Le Pen et tête de liste aux Européennes en Ile-de-France, a – au côté d'envoyés de partis néo-fascistes d'autres pays tels le *Jobbik* hongrois, l'*Ataka* bulgare... – fait partie des «observateurs internationaux» présents le 19 mars 2014 en Crimée lors du référendum d'annexion à la Russie.



En juin 2013, Marine Le Pen avait effectué une tournée d'une dizaine de jours en Crimée et en Russie et avait alors été reçue (ci-dessus) par deux proches de Vladimir Poutine, Sergueï Narychkin, président de la Douma et député de «Russie Unie» et Dmitri Rogozine, vice-Premier ministre. Elle est retournée à Moscou le 12 avril 2014, où, à nouveau reçue à la Douma par son président, Sergueï Narychkin, elle a exprimé son soutien à la politique de Vladimir Poutine.

Comme en Allemagne, a été créée en France, en septembre 2012, une Web-TV liée au média russe d'Etat «La Voix de la Russie», «Pro-Russia», arborant le logo de «Russie Unie» et faisant la promotion de la politique extérieure de la Russie. Son rédacteur en chef, Gilles Arnaud, est un ancien Conseiller régional FN de Haute-Normandie, aujourd'hui au «Parti de la France» de Carl Lang, et les moyens techniques sont fournis par une société de production audiovisuelle du «Bloc identitaire» (extrême-droite «radicale»), l'«Agence2Presse».

PARTI LIBERAL-DEMOCRATE DE RUSSIE (LDPR)

Principale formation de l'extrême-droite parlementaire, le «Parti Libéral-Démocrate de Russie» (*Liberalno-demokraticheskaja partija Rossii*, LDPR) a été fondé en 1989 par Vladimir Jirinovski, dont les déclarations fracassantes ont défrayé la chronique : il proposa de bombarder la Tchétchénie au napalm, déclara qu'il y avait «trop de Juifs» en Russie, exigea des «présentateurs blonds aux yeux bleus à la télévision»...



Le Pen avec Jirinovski

Le LDPR se prononce pour un État unitaire, avec un pouvoir présidentiel fort, des gouverneurs nommés, le russe promu seule langue officielle, la peine capitale pour terrorisme,

meurtre avec préméditation, et autres crimes graves, la priorité aux Russes pour le travail, le port d'armes pour les Russes en Russie «afin que les criminels ne soient pas les seuls à détenir des armes», la rupture économique avec les États-Unis, la reconnaissance de l'Église orthodoxe russe comme «Église Nationale», l'ouverture d'établissements scolaires orthodoxes, interdiction de toute revendication de la part des homosexuels et la fermeture de toute association se déclarant telle ; inéligibilité des élus ayant une vie privée «contraire à la morale», enseignement des valeurs morales et du nationalisme aux jeunes Russes, fermeture de toutes les loges maçonniques en Russie, l'union de la Russie avec la Biélorussie et l'Ukraine, l'allongement du mandat présidentiel de quatre à six ans, interdiction de l'avortement, le regroupement de tous les services secrets de Russie (SVR, FSB, Spetsnaz) en un seul service de renseignement : le GKRB, l'interdiction des partis politiques «causant le désordre»...

Lors des élections législatives du 4 décembre 2011, Le LDPR a obtenu 11,40% et fait élire 56 députés à la Douma. Le 4 mars

VOLONTE POPULAIRE

De son nom complet, qui s'inspire de celui d'un mouvement révolutionnaire de l'époque tsariste, ce parti s'appelle «Parti Nationaliste de la Renaissance "Volonté populaire"» (*Partija Natsionalnogo Vozroždenija «Narodnaïa Volia»*), et est plus cursivement appelé «*Narodnaïa Volia*».

C'est un parti formé en décembre 2001 par Sergueï Babourine en unissant quatre petits partis nationalistes. Le parti s'est intégré à diverses coalitions électorales, telle en 2003 *Rodina*, qui fit élire quelques députés dont Babourine ; lequel se réclame de liens amicaux avec le Front National français, le Parti Radical serbe de Vojislav Seselj. Aujourd'hui, *Narodnaïa Volia* a 9 membres à la Douma d'Etat.

PARTI NATIONAL-SOCIALISTE RUSSE

Le «Parti National-Socialiste Russe» (*Russkaïa Natsionalnaïa-Sotsialisticheskaja Partija*), est explicitement un parti nazi, issu d'une scission en 1992 du mouvement ultra-nationaliste russe «Pamyat» effectuée à l'initiative de Konstantin Kasimovskiy. Fondé en mai 1993 sous le nom d'«Union Nationale Russe», il a pris son nom actuel en novembre 1998. Il dispose d'un journal, «*Pravoye Soprotivleniye*», et d'un site internet.

SERBIE

PARTI RADICAL SERBE (SRS)

Le «Parti radical serbe» (*Srpska radikalna stranka* ; SRS) a été fondé le 23 février 1991 par la fusion du Mouvement tchetnik serbe (SP) de Vojislav Šešelj et du Parti radical national (NRS) et est présidé par Šešelj. De fait, par intérim, par son vice-président Nemanja Šarovi car Šešelj, après avoir fait de la prison en Serbie en 1994, attend son jugement par le Tribunal Pénal International sur la Yougoslavie (TPIY) à La Haye. Des membres de l'extrême-droite française, tel Bruno Gollnisch du Front

national (FN) ou Carl Lang, du Parti de la France lui accordent régulièrement leur soutien.

Lors du conflit interne ayant mené à la dislocation de la Yougoslavie, Šešelj avait promu l'idée alors populaire d'un « complot international contre les Serbes », impliquant notamment l'Allemagne, le Vatican, la CIA, l'Italie, la Turquie...

Les Radicaux vont soutenir pendant les années 1990 l'idée d'une Grande Serbie ; aujourd'hui, ils demandent l'union de la République serbe de Bosnie à la Serbie et revendiquent toujours l'héritage tchetnik. Le parti est également présent en République serbe de Bosnie et en Macédoine.

Aux élections législatives du 20 décembre 1992, le SRS remporte 29,2% des suffrages et obtient 73 sièges à l'Assemblée nationale, ce qui confirme sa rapide ascension et en fait le second parti parlementaire du pays ; Šešelj avait mené sa campagne sur des thèmes comme l'expulsion des Albanais hors du Kosovo, l'expulsion des Bosniaques musulmans du Sandjak et le départ forcé des Croates hors de Serbie.

Pendant près de deux décennies, le SRS va jouer un rôle majeur dans la vie politique serbe, étant à plusieurs reprises le premier parti du pays, mais l'aspiration à la Paix de la population voire son désir d'entrer dans l'Union Européenne vont entrer en contradiction avec la radicalité du SRS.

Lors des élections législatives du 16 mars 2014, le SRS n'a obtenu que 2,01% et n'a eu aucun élu.

SLOVAQUIE

PARTI NATIONAL SLOVAQUE (SNS)

Né en 1989 et présidé par Jan Slotka, le «Parti national slovaque» (*Slovenská národná strana*, SNS) se réclame d'un ancien parti slovaque fondé sous l'Empire Austro-hongrois, le *Slovákov*. C'est un parti ultra-nationaliste, qui attaque les minorités rom, tzigane, homosexuelle. Le SNS, fort de 20 députés, est entré en 2006 au gouvernement de coalition avec le parti de centre-gauche Smer, lequel a été suspendu pour cette raison du Parti socialiste européen (PES), pour qui le SNS est «un parti politique qui incite ou amène ses membres à des préjugés ethniques ou raciaux».

Le SNS qui s'affirme chrétien, national et social, est lors des élections législatives du 12 juin 2010 passé, par rapport aux précédentes, de 11,73% à 5,07% des voix et de 20 à 9 sièges. Le parti majoritaire SMER n'étant plus en mesure de former un gouvernement, à la suite de la disparition du parti de Vladimír Mečiar et à la baisse du SNS, celui-ci a rejoint l'opposition.

Lors des élections européennes de mai 2014, le SNS n'a obtenu que 3,61% des suffrages.

NOTRE SLOVAQUIE

Dirigé par Marian Kotleba, le Parti «Notre Slovaquie», dont les membres portent des uniformes inspirés de ceux des nazis, a mené une campagne électorale anti-tsiganes (10% de la population) et contre les pauvres ; assimilés à des parasites... «Notre Slovaquie» se prononce aussi contre l'Euro, la sortie de l'OTAN...

Dans le contexte de crise économique que connaît la Slovaquie, où le taux de chômage atteint plus de 14%, Kotleba a été élu le 24 novembre 2013 gouverneur de la région de Banská-Bystrica, en Slovaquie centrale, avec 55,5% des voix au second tour (23,1% au 1^{er} tour)

SLOVENIE

PARTI NATIONAL SLOVÈNE (SNS)

Fondé le 17 mars 1991, Le «Parti national slovène» (*Slovenska Nacionalna Stranka*, SNS), dirigé par Zmago Jelincic Plemeniti, a des positions eurosceptiques et est hostile à l'appartenance de la Slovénie à l'adhésion de la Slovénie à l'OTAN. Il a pris violemment position contre les droits des homosexuels, contre les Roms...

Le SNS a recueilli 1,80% des voix aux élections législatives de 2011, perdant ses 5 députés élus en 2008 avec 5,45% des suffrages. Lors des élections européennes de mai 2014, le SNS a obtenu 4,04% des voix. Le dirigeant du Parti national slovène (SNS), Zmago Jelincic Plemeniti, a obtenu près de 20 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle du 21 octobre 2007 en Slovénie (lors de la présidentielle de 2002, Plemeniti avait obtenu 8% des voix). Mais, lors des législatives du 13 juillet 2014, le SNS s'est effondré à 2,21% et n'a eu aucun élu.

MOUVEMENT «PANTHERES»

Les groupes issus du mouvement «Panthers» (*Panten*), qui ont assailli le Parlement slovène en 2010, étaient des néo-nazis, ayant à leur triste palmarès des agressions parfois meurtrières contre les «nègres» (*Zamorc*) et contre les Juifs, Serbes, Bosniaques ou Croates, rassemblés sous le terme de «*cefur*», issu d'un vieux mot turc.

SUEDE

PARTI DES SUEDOIS

Fondé en novembre 2008 comme «Front populaire» (*Folkfronten*) par des membres du «Front National-Socialiste» se dissolvant, le «Parti des Suédois» (*Svenskarnas Parti*), présidé par Stefan Jacobsson, proclame la primauté des Suédois ethniques. «Le Parti des Suédois» qui a réussi à faire élire quelques conseillers municipaux, a été impliqué le 8 mars 2014 dans une violente attaque à Malmö contre une manifestation féministe faisant quatre blessés, dont un grave.

DEMOCRATES SUEDOIS (SD)

Fondé le 6 février 1988, le Parti des Démocrates Suédois (*Sverigedemokraterna, SD*), prend ses racines dans le mouvement néofasciste *Bevara Sverige Svenskt* («garder la Suède suédoise») né en 1979. Son leader entre 1995 et 2005, Mikael Jansson, s'est efforcé de faire prendre au Parti quelques distances avec ses origines pour évoluer vers un positionnement analogue au British National Party et au Front national lepéniste, qui lors des élections législatives de 1998 a fait un don de 500 000 couronnes suédoises aux SD pour financer l'impression de leurs brochures électorales. Entré d'abord dans des conseils municipaux du sud de la Suède, les SD ont, notamment en surfant sur un discours anti-immigrés, élargi leur influence électorale : avec 5,70% des voix, ils ont fait en septembre 2010 rentrer 20 députés au Riksdag et, lors des élections européennes de mai 2014, avec 9,70% des suffrages, élire 2 des 20 députés européens suédois.

SUISSE

UNION DEMOCRATIQUE DU CENTRE (UDC)

L'«Union Démocratique du Centre» (UDC) est née le 22 septembre 1971 suite à la fusion entre trois partis de tradition agrarienne. Le Parti a accédé à la notoriété au début des années 1990 en ayant été à l'initiative 1992 du référendum qui rejeta l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

Depuis l'UDC se développe au détriment des partis de droite, obtenant 11,1% des voix en 1991, 15% en 1995 et 22,5% en 1999. Principalement implantée jusqu'au début des années 2000 dans les cantons alémaniques, l'UDC a fortement progressé en Suisse romande lors des élections fédérales de 2003. Lors des dernières élections fédérales suisses de 2011, l'UDC a, pour la première fois depuis 1987 régressé, perdant 2,3% ainsi que 8 sièges, mais, en en gardant 54, conserve la 1^{re} place au Conseil fédéral.

Sur le Plan programmatique l'UDC a un fort positionnement xénophobe, elle se prononce pour une politique d'asile restrictive, contre une naturalisation automatique des étrangers de la 3^e génération, contre les abus en matière d'asile, pour une sécurité intérieure accrue (police), contre les critiques à l'égard de la politique suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Et aussi contre l'adhésion et la collaboration de la Suisse à l'OTAN, à l'Union européenne, avec l'ONU, conservation de l'armée suisse sous sa forme traditionnelle (armée de milice), contre les missions à l'étranger...

L'UDC a été à l'origine notamment de trois «initiatives populaires» (référendums) «Contre la construction de minarets», (29 novembre 2009), illustrée par l'Affiche présentant le drapeau suisse transpercé par des minarets en forme de missiles, «Pour le renvoi des étrangers criminels» (28 novembre 2010), «contre l'immigration de masse» (9 février 2014), ayant recueilli toutes trois la majorité.

LES PETITES FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE

Le «Parti Nationaliste suisse» (*Partei National Orientierter Schweizer*), créé en 2000, avec une section féminine fondée en 2007, l'«Union de Lutte des Femmes Activistes Nationalistes» (*Kampfbund Nationaler Aktivistinnen, KNA*), fondée sur une idéologie antisémite et pour un salaire étatique pour les mamans qui élèvent leurs bébés...

«La Droite Sociale Flamme de Lugano, (*Destra Sociale Fiamma Luganese DSFL*), créée en 2012 au Tessin.

«La Ligue» (*Lega*) s'inspirant de la Ligue du Nord Italienne, est un mouvement d'extrême-droite xénophobe tessinois (ou suisse-italien).

UKRAINE

LIBERTE (SVOBODA)

Fondé en 1991 sous le nom de «Parti Social-Nationaliste d'Ukraine», il garde ce nom jusqu'en février 2004, prenant alors celui d'«Union Pan-ukrainienne» «Liberté» («*Svoboda*»); à la même date, il abandonne comme symbole le *Wolfsangel* – le «Croc du loup» – utilisé de 1991 à 2004 au graphisme trop proche de la svastika nazie.

Svoboda, qui a signé en 2009 un accord de coopération avec le «Front National» lepéniste, se réclame de la filiation avec l'Organisation Ukrainienne Nationaliste-Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (O.U.N.-U.P.A.), qui collabora avec les nazis pendant la Seconde guerre mondiale y compris dans le génocide des Juifs de Galicie. *Svoboda* a organisé en 2013 la commémoration du 70^e anniversaire de la création de la division SS ukrainienne *Halychyna* («Galicie »).

Dirigé depuis 2004 par Oleh Tyahnybok, *Svoboda* a obtenu 10,44% des voix aux élections législatives de 2012 et 37 sièges. Antisémitisme, hostile à la tenue de Gay Pride en Ukraine, *Svoboda* a été très présent fin 2013 et au premier trimestre 2014 sur la Place Maidan lors des événements qui ont conduit aux changements à la tête de l'Ukraine. Dans le nouveau gouvernement ukrainien formé le 27 février 2014, *Svoboda* est représenté par Oleksandr Sych, vice-premier ministre, et deux autres ministres. Lors de l'élection présidentielle du 25 mai 2014, membre de *Svoboda*, Oleh Tyahnybok n'a toutefois obtenu que... 1,16% des suffrages.

SECTEUR DROIT

Le parti «Secteur Droit» (*Pravyi sektor*), dirigé par Dmytro Yaroch a été fondé comme formation paramilitaire en novembre 2013 lors des affrontements de Maidan à partir de l'organisation d'extrême-droite «Trident» (*Tryzub*) née en 1993 en se référant à Stepan Bandera, leader de l'O.U.N. avant et pendant la Seconde guerre mondiale. *Pravyi sektor* s'est transformé en mars 2104 en parti politique, regroupant des extrémistes de droite issus de *Tryzub* ainsi que de L'UNA-UNSO (Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense ukrainienne, *Ukrainska Narodna Asembleia-Ukrainska Narodna Samooborona*), le plus important parti d'extrême-droite en Ukraine (Une dizaine de milliers d'adhérents), et de la formation néonazie «Assemblée sociale-nationale». Candidat à la présidentielle de mai 2014, Dmytro Yaroch obtint... 0,7%.

ASSEMBLEE NATIONALE UKRAINIENNE - AUTODEFENSE UKRAINIENNE (UNA - UNSO)

L'UNA-UNSO, (*Ukrainska Narodna Asambleia - Ukrainska Narodna Samooborona UNA-UNSO*), fondée le 30 juin 1990 à Lviv, est dirigée par Youriy Choukhevytch, fils de Roman Choukhevytch, nationaliste ukrainien impliqué dans des assassinats et des actes terroristes en Pologne entre les deux guerres, qui endossa l'uniforme nazi pendant la guerre, participant à des pogromes antijuifs et anti-polonais qui firent des centaines de milliers de victimes et qui, ayant constitué des maquis antisoviétiques soutenus par la C.I.A. en Ukraine occidentale, fut tué en 1950.

Regroupant une dizaine de milliers de membres, surtout jeunes, l'UNA fut créée le 30 juin 1990 à Lviv. En 1991 et 1992, des membres de l'UNA ont provoqué un certain nombre de combats de rue avec des nationalistes russes à Kiev et en Crimée, l'UNA-UNSO s'est affrontée à des nationalistes russes à Kiev et en Crimée, a soutenu les séparatistes pro-russes de Transnistrie en Moldavie, les indépendantistes tchéchènes, les Géorgiens face aux séparatistes abkhazes et ossètes soutenus militairement par Moscou.

L'UNA-UNSO milite pour la réhabilitation de l'«Armée insurrectionnelle ukrainienne» qui mena le combat antisoviétique jusqu'au début des années 1950, elle a soutenu en 2004-2005 pendant la Révolution orange le président pro-occidental Victor Iouchtchenko, elle appuie l'Église orthodoxe d'Ukraine (Patriarcat de Kiev) face au patriarcat de Moscou.

LA RESISTANCE AUTRICHIENNE

La plus ancienne mention de l'Autriche, sous la forme *Ostarrichi*, se trouve dans un acte de donation de novembre 996 de l'empereur Otton II à l'archevêque de Freising, en Bavière. Il faut attendre 1156 pour que se fasse la séparation d'avec le duché de Bavière donnant naissance à un duché d'Autriche, intégré au Saint-Empire romain germanique.

À la fin du XIII^e siècle, une dynastie originaire de Suisse et qui a des possessions en Alsace, celle des Habsbourg, prend pied en Autriche et en Styrie voisine. Le duché d'Autriche est érigé en 1359 en Archiduché pour le duc Rodolphe IV de Habsbourg ; le titre fut officialisé en 1453 par Frédéric III de Habsbourg, empereur du Saint-Empire romain germanique depuis 1440.

Pendant plus de trois siècles, les Habsbourg d'Autriche vont occuper le trône impérial du Saint-Empire Romain germanique en même temps qu'ils vont accroître leurs possessions héréditaires propres ; notamment à la faveur du combat contre l'expansion des Turcs ottomans. Outre la Hongrie viendront s'agréger au fil des siècles aux possessions des Habsbourg la Silésie, la Bohême, la Slovaquie, la Galicie, la Transylvanie, la Slovénie, la Croatie, la Dalmatie, et même un temps les Pays-Bas autrichiens (en Belgique).

Devenue une puissance européenne majeure, la Maison de Habsbourg va nouer des alliances matrimoniales avec les autres maisons régnantes d'Europe : ainsi l'archiduchesse Marie-Antoinette, fille de l'Impératrice Marie-Thérèse, épouse le 16 mai 1770 Louis, dauphin de France, futur roi Louis XVI, dont elle partagera le sort : elle est guillotinée à Paris le 16 octobre 1793.

L'Autriche – avec l'Angleterre et la Prusse – entre en guerre contre la France coupable de révolution et bientôt de régicide. Un conflit qui va se poursuivre des premières années de la Révolution française à celles du 1^{er} Empire napoléonien. Mais, le 2 décembre 1805, alliée de la Russie, l'Autriche est battue à Austerlitz par la Grande armée. Le 6 août 1806, François II renonce à son titre d'empereur germanique et devient alors l'empereur François I^{er} d'Autriche, et dissout le Saint-Empire romain germanique.

L'empereur d'Autriche se joindra en 1809 à nouveau à une coalition anti-française, la 5^e ! Napoléon, qui entre dans Vienne le 12 mai, va défaire l'Armée impériale autrichienne à Wagram le 6 juillet 1809. Pour sceller la Paix, François I^{er} accordera à Napoléon la main de sa fille aînée, Marie-Louise, épousée le 2 avril 1810. Cela ne le dissuadera pas trois ans plus tard, le 12 août 1813, lors du reflux de la Grande Armée après la campagne de Russie de 1812, de déclarer la guerre à la France. Et les Autrichiens seront parmi les coalisés qui envahiront la France en 1814, forçant Napoléon à abdiquer et à l'exil.

Durant le XIX^e siècle, l'Autriche qui, au sortir de l'époque napoléonienne, a vu s'élargir ses possessions en Pologne et en Italie (Lombardie et Vénétie) va être confrontée au développement des aspirations nationales des peuples de l'Empire : celle des Hongrois en premier lieu, qui la conduira à transformer l'Empire en Autriche-Hongrie en 1867, celle des Italiens qui, menés par le Piémont-Sarداigne, s'affranchiront de la domination autri-

chienne en Italie du nord en 1859 et 1866, celle des Croates, etc.

Le problème des nationalités sera récurrent dans l'Empire austro-hongrois, en premier lieu chez les Slaves du Sud (Slovènes, Croates, Serbes bosniaques, Macédoniens...). Il va être, par l'assassinat le 28 juin 1914 du prince héritier d'Autriche-Hongrie à Sarajevo par un nationaliste serbe bosniaque, l'élément déclencheur de la Première guerre mondiale.

Alliée de la Bulgarie et des empire allemand et ottoman, face à l'Empire russe, la Roumanie, la Serbie, la France, l'Italie et l'Angleterre, auxquels viendront se joindre en 1917 les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, épuisée par quatre années de guerre signe le 3 novembre 1918 un armistice qui acte sa défaite. Dans les jours et semaines qui suivent, la Tchécoslovaquie est créée, la Pologne renaît, la Yougoslavie unit les Slovènes et Croates aux Serbes, l'Italie occupe le littoral dalmate, la Roumanie annexe la Transylvanie ; la Hongrie a proclamé son indépendance le 16 novembre 1918.

LA REPUBLIQUE AUTRICHIENNE



Carte contemporaine de l'Autriche. Au moment de l'Anschluss (1938), la République tchèque et la Slovaquie, et encore unies dans la Tchécoslovaquie, et la Slovénie est intégrée à la Yougoslavie.

Sur les terres germanophones de l'Empire, alors que l'Empereur Charles I^{er} renonce au pouvoir le 12 novembre 1918, est proclamée la « République allemande d'Autriche », dont l'appellation traduit une aspiration à l'intégration à l'Allemagne, inacceptable pour les vainqueurs de 1918 : le traité de Saint-Germain-en-Laye en 1919 interdira à l'Autriche de s'appeler « Autriche allemande » et toute intégration à l'Allemagne.

Trois partis, préexistants à l'indépendance vont dominer la vie politique des quinze premières années : au centre et à droite les « Chrétiens sociaux » (*Christlich Sozial - CS*), et l'« Association Nationale Allemande » (*Deutschnational Verband, DNV*), qui disposent ensemble d'une milice, les *Heimwehren*, et, à gauche, le « Parti social-démocrate des travailleurs » (*Sozialistische Demokratische Arbeiter Partei, SDAP*), qui a à ses côtés une formation paramilitaire le *Republikanischer Schutzbund* (80 000 membres).

Mentionnons aussi à gauche le Parti Communiste d'Autriche (*Kommunistische Partei Österreich, KPÖ*), né en novembre 1918, et qui va se positionner au début des années trente comme un ferme soutien de l'identité et de l'indépendance de l'Autriche, et les « Socialistes révolutionnaires » (*Revolutionären Sozialisten*).

Et, créé au début des années trente, conforté par l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933 en Allemagne, il y a le parti nazi autrichien, dirigé par Arthur Seyss-Inquart.

L'Autriche, durement frappée par la crise économique initiée en 1929 par le krach de la bourse de New York, va connaître des tensions politiques conduisant à des affrontements : en septembre 1931, Pfrimer, chef des *Heimwehren* tente un coup d'État qui échoue ; il en sera de même en juillet 1934 de la tentative de putsch nazi.

Chancelier depuis 1932, Engelbert Dolfuss, s'empare du pouvoir 4 mars 1933 et va faire évoluer le régime de manière autoritaire s'appuyant sur l'église catholique, c'est l'« austro-fascisme ». Ajournant sine die le parlement, il fonde le « Front patriotique », à vocation de parti unique. Le KPÖ est interdit en mai 1933, le parti nazi le 20 juin suivant.

En février 1934, Dolfuss s'attaque aux anciens membres du *Schutzbund* : les combats font 1 500 morts et blessés, le SDAP est interdit.

Le 12 juillet 1934, les nazis tentent un putsch, qui échoue, mais Dolfuss est assassiné et est remplacé par Kurt von Schuschnigg. Celui-ci, poursuivant la même politique, va devoir faire face à une pression grandissante des nazis autrichiens – qui pénètrent le Front patriotique et qui multiplient les incidents – mais aussi d'Hitler.

Le 11 mars 1938, sous la menace d'une intervention militaire, Schuschnigg doit démissionner et nommer Seyss-Inquart chancelier...

L'ANSCHLUSS

Dans la nuit du 11 au 12 mars 1938, la Wehrmacht entre en Autriche et, le 13 mars, l'annexion (*anschluss*) au Reich est proclamée.

L'entrée de la Wehrmacht s'est faite dans des villes pavées de drapeaux nazis où la population leur offre des fleurs ; les opposants à l'Anschluss ont prudemment adopté un profil bas.

Les déclarations favorables à l'Anschluss se sont multipliées : le cardinal Innitzer, primat d'Autriche, déclare : « Ceux qui ont charge d'âmes et les fidèles se rangeront sans condition derrière le grand État allemand et le Führer, car la lutte historique (...) pour l'unité de la nation allemande est visiblement accompagnée de la bénédiction de la Providence ».

Quant à l'ancien chancelier social-démocrate Karl Renner, voyant dans l'Anschluss la réalisation du vieux rêve d'union avec l'Allemagne, il appelle à voter « oui » au référendum organisé le 10 avril 1938 ; le « oui » recueillera en Autriche 99,78 %.

Même si le résultat traduit une réelle approbation massive de l'Anschluss, il n'a été ni libre – depuis le 12 mars 70 000 personnes, (communistes, sociaux-démocrates, libéraux, Juifs...) ont été emprisonnées ou envoyées à Dachau – ni secret. L'Autriche devient la région « Ostmark » du Reich.

Alors que va s'accélérer le processus de nazification de la société autrichienne – plusieurs Autrichiens, tels Arthur Seyss-Inquart, Ernst Kaltenbrunner, Adolf Eichmann... occuperont des postes importants dans le régime nazi – 150 000 Autrichiens vont s'exiler dans 89 pays, principalement en Tchécoslovaquie en Belgique, en Angleterre, en Suisse, aux Pays-Bas et en France où, en 1939-1940, 9 000 s'engageront dans la Légion étrangère.

RESISTANTS DE TOUS PAYS...



La Wehrmacht nazie franchit la frontière.

RESISTANCE EN AUTRICHE

La Résistance va être difficile à organiser en Autriche même où la population est strictement encadrée par les nazis et où la répression est intense. Seul, le parti communiste (KPÖ) réussit à maintenir des structures clandestines en en payant le prix : environ 2 200 communistes, dont une douzaine de membres du comité central, auront été assassinés par les nazis entre 1938 et 1945.

Il y aura des opposants libéraux, monarchistes, qui se reconnaîtront dans le sigle «O5»=OE (d'*Oesterreich*, Autriche)

La Résistance catholique – hypothéquée par l'attitude conciliatrice voire approbatrice du haut-Clergé à l'égard de l'Anschluss et du régime hitlérien, en premier lieu par celle du cardinal Innitzer – va se concentrer essentiellement à Vienne et dans le Tyrol, province à forte tradition catholique. Mentionnons le Chanoine Roman Scholz, de Klotersneuburg, jésuite Bichelmaier, curé Heinrich Maier, de Gersthofer, de Hans Georg Heintschel Heinegg, exécutés pour faits de Résistance, sœur Resztita Kafka¹, exécutée pour être venue en aide aux Juifs... Et d'autres encore.

En Carinthie, la minorité slovène, qui vivait là avec des garanties linguistiques et culturelles depuis le référendum de 1920, va voir sa situation se dégrader à partir de l'Anschluss et s'aggraver après l'invasion de la Yougoslavie par la Wehrmacht en 1941 : les nazis mettent en œuvre un programme d'épuration ethnique par l'expulsion vers la Slovénie voisine conquise et partagée entre Hitler et Mussolini. Cela va conduire au développement en Carinthie de l'*Osvobodilna Fronta* (Front de libération), qui entame une lutte de guérilla dans la région frontalière de Styrie et de Carinthie, en étroite liaison avec les partisans slovènes de Carinthie.

Cette région frontalière ne sera pas la seule où s'implanteront de petits groupes de Partisans à la faveur du relief montagneux du pays.



Partisan autrichien au Tyrol en 1945.

¹ Elle a été proclamée bienheureuse le 21 juin 1998 par le Pape Jean-Paul II.

Le plus important fut celui des «Partisans Leoben-Donawitz», composé principalement d'ouvriers des aciéries de Haute-Styrie conduits par Max Muschitsch, qui réussirent à empêcher leur destruction par les S.S. en 1945.

Mentionnons aussi en 1944-1945 le «Groupe de combat Steiermark», les partisans du Tyrol, ceux du massif du Salzkammergut.

L'EMIGRATION

Nous avons vu que l'annexion de l'Autriche par le Reich hitlérien en 1938 et l'arrivée des nazis au pouvoir dans le pays a conduit plusieurs dizaines de milliers d'Autrichiens à émigrer, en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, vers la Yougoslavie et l'URSS. Nombre d'entre eux, qui souvent ont dans l'émigration participé aux structures antifascistes autrichiennes, qui sont allés en Espagne combattre dans les Brigades internationales, vont s'intégrer dans les organisations de Résistance dans chaque pays, tout en y ayant une spécificité autrichienne.

La mobilisation des Autrichiens dans la Wehrmacht nazie, qui va occuper entre 1940 et 1945 totalement ou partiellement tous ces pays – et d'autres – va conduire certains d'entre eux, antifascistes, à prendre contact avec la Résistance nationale locale, voire même à désertir et rejoindre les maquis, les groupes de combat urbain, de partisans.

Ainsi en France, des Autrichiens vont participer, avec des Allemands, des Tchécoslovaques germanophones, des Luxembourgeois au «Travail allemand», le T.A., structure mise en place par le Parti communiste français pour l'action antinazie vers et même dans l'armée d'occupation ; et à la tête de laquelle est mise en place à la charnière des années 1941-1942 une direction constituée de Florian (Otto) Niebergall (Allemand), d'Arthur London (Tchécoslovaque) et de Franz Marek (Autrichien).

Le T.A. va publier en direction des soldats de la Wehrmacht en France les journaux *Soldat im Westen* et *Soldat am Mittelmeer*, ce dernier rédigé essentiellement par l'Autrichien Oskar Grossmann, ainsi que *Das Freie Österreich*², plus spécifiquement destiné aux soldats autrichiens.

Suite à la formation en octobre 1942 en Autriche même du *Österreichische Freiheitsfront* (O.F.), le «Front Autrichien de la Liberté», des sections vont se constituer en France et en Belgique sous le nom de «Front National Autrichien» (FNA), à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Limoges, Marseille... Le FNA va publier en France un *Bulletin du Front National Autrichien*, et les *Nouvelles d'Autriche* en Belgique, où le comité du F.N.A. – O.F., présidé par Karl Przibram, aidé par Irma Schwager venue de France après la libération de Paris, rassemblera 750 membres ; une compagnie autrichienne créée fin 1943-début 1944 avait été intégrée à l'Armée Belge des Partisans.

La propagande antinazie à destination des Autrichiens, en Autriche et à travers l'Europe va, à partir de novembre 1941, emprunter les ondes de *Radio Österreich*, la «voix du peuple autrichien», animée par le journaliste et dirigeant communiste Erwin Zucker-Schilling,

² *Soldat im Westen* : «Soldat à l'Ouest», le titre reprend celui du journal officiel de l'armée d'occupation mais la faucille et le marteau y remplacent la croix gammée, le journal est rédigé essentiellement par Franz Marek et Antonie Lehr ; *Soldat am Mittelmeer* : «Soldat au bord de la Méditerranée», publié après l'invasion de la zone sud de la France ; *Das Freie Österreich* : «l'Autriche libre».

réfugié en URSS depuis 1939 après être passé par Prague et Paris. *Radio Österreich*, outre le combat contre l'idéologie nazie et sa politique criminelle, s'attachera à promouvoir le patrimoine culturel et l'identité nationale de l'Autriche, donnera la parole à des prisonniers.

Les années de guerre s'accumulant, de même que les défaites de la Wehrmacht sur le Front Est, en Libye et Tunisie, en Italie, et bientôt dans les Balkans puis à l'Ouest de l'Europe, les Autrichiens vont bientôt se compter par dizaines de milliers parmi les prisonniers de guerre.

En Union Soviétique, s'appuyant sur la formation de «communautés autrichiennes» dans les camps de prisonniers, se constitua un «Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens» (*Antifaschistisches Büro österreichischer Kriegsgefangenen* – ABÖK).

LES «BATAILLONS DE LA LIBERTÉ»

En Slovénie yougoslave, où les dirigeants communistes autrichiens Friedl Fürnberg et Franz Honner ont été parachutés à cette fin par l'aviation soviétique à l'automne 1944, vont être formés dans les zones libérées, à partir des réfugiés antifascistes autrichiens, de déserteurs de la Wehrmacht et de prisonniers, cinq «Bataillons autrichiens de la liberté», le haut-commandement slovène des forces de Tito ayant donné son accord le 24 novembre 1944. Les combattants, ayant prêté serment devant le drapeau autrichien pour la libération de l'Autriche et une Autriche indépendante et démocratique, entreront, après avoir participé à de durs combats, dans Vienne le 21 avril 1945.

Fin 1944-début 1945, capturés lors les combats en Libye, en Tunisie, en Italie et aussi en France après les débarquements de Normandie et de Provence, 60 000 Autrichiens sont prisonniers de l'Armée française. La première – et difficile – tâche de séparation des Autrichiens d'avec les prisonniers allemands, et parmi eux des antifascistes authentiques et des patriotes autrichiens de ceux ayant adhéré à l'idéologie nazie et restés acquis à l'Anschluss, ayant été menée à bien, la constitution d'un Bataillon autrichien au sein des Forces françaises ne fut autorisée par le général de Gaulle que vers la mi-avril 1945 ; bien que l'idée lui avait été soumise dès novembre... 1940.

Les volontaires, sélectionnés par des officiers français assistés notamment d'Autrichiens ayant participé à la Résistance française en France, formèrent la première unité (508 hommes) constituée le 1^{er} mai 1945 à Riom et placée sous l'autorité du commandant Favatier, assisté d'officiers autrichiens. Formée tardivement, l'unité ne fut pas engagée et transférée le 26 septembre 1945 en Zone française d'occupation en Autriche.

La répression nazie aura fait entre 1939 et 1945 plusieurs dizaines de milliers de victimes : plus de 35 000 auront été exécutés dans les prisons de la Gestapo en Autriche ou dans d'autres pays européens, ou – pour 16 500 d'entre eux – seront morts dans les camps de concentration. Il faut leur ajouter 22 750 condamnés à mort parmi les 74 000 Autrichiens mobilisés dans la Wehrmacht et qui ont refusé d'obéir aux ordres, ont déserté ou tenté de désertir.

Près de 100 000 Autrichiens auront passé plusieurs semaines, mois ou années en prison pour avoir tenu des propos antinazis, écouté des postes étrangers, etc.

VOYAGE DE LAUREATS EN ALSACE

25 lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation, invités par l'ANACR 70, ont visité les 28 et 29 mai les lieux de mémoire de la 2nd guerre mondiale en Alsace.

Pour tous, «voyage très intéressant et instructif». «Toutes les connaissances que l'on a pu apprendre au cours de notre scolarité ont été rendues concrètes par les différentes visites» (Cécilia). A Marckolsheim où une casemate de la Ligne Maginot est transformée en musée, ils ont apprécié le témoignage du guide qui a évoqué ses souvenirs de l'Occupation.

Au mémorial de Schirmeck, ils ont découvert l'histoire méconnue de l'Alsace-Moselle : «qui fut frappée plus que toute autre région française du fléau nazi» (Thibaud) : Avec l'annexion, «les changements de nationalité, l'évacuation forcée, la germanisation avec l'endoctrinement de masse, l'enrôlement dans l'armée allemande, dans les Jeunesses hitlériennes, la nazification impitoyable» (Louise, Florette et Marion, Thibaud). «J'inviterais tous ceux qui doutent d'une alliance entre les peuples d'Europe à aller visiter ce Mémorial de Schirmeck pour voir comme la vie est dure à soutenir quand le nationalisme s'exacerbe». (Martin)

La visite du camp de concentration de Natzweiler-Struthof m'a «en quelque sorte retourné, laissé sans voix. Il est dur de croire et d'accepter que des êtres humains aient pu se conduire aussi atrocement envers d'autres hommes...» (Martin) «J'ai ressenti des frissons dès que j'y suis entré : le portail, les barbelés ainsi que la potence sont les éléments les plus impressionnants.» (Rémi). Ils ont été choqués par «les conditions d'enfermement, notamment dans la prison où ils étaient tous entassés» (Louise), par «les tests "scientifiques" réalisés sur les Juifs» (Cécilia), «l'utilisation de cobayes déportés devenus des "objets" au service de la médecine nazie» (Florette et Marion). Ce qui a le plus marqué Angélique, c'est que «lors des appels, un déporté décédé devait être transporté et tenu debout avec les autres». Etonnés «par la présence d'une villa luxueuse à moins de 100 m du camp (celle du commandant)» (Rémi). «Comment des humains ont-ils pu vivre dans l'opulence à côté d'un camp où la mort était présente chaque jour ?» (Florette et Marion).



En conclusion : «Ce voyage nous a permis de comprendre le fonctionnement de l'arrivée au pouvoir d'un parti dangereux dans un contexte difficile. Il fait alors réfléchir sur la société de notre époque et nous montre que nous ne sommes pas à l'abri de ce qu'il s'est passé il y a 70 ans : mise en place d'un régime totalitaire qui signifie l'abrogation de la démocratie et des libertés fondamentales, extermination de peuples dits inférieurs...» (Florette et Marion). Pour Cécilia «il faut s'inspirer du passé... le respect de cette période passe avant tout par une sauvegarde des lieux, objets et actes. On remarque la volonté de transmettre un savoir, de faire partager afin de perpétuer ce travail de mémoire». Quant à Thibaud, qui connaît déjà Buchenwald, la visite au Struthof «a sonné comme un rappel, un glas qui jamais ne doit se taire, un souvenir qu'il faut toujours garder à l'esprit pour que l'horreur d'hier ne puisse reparaître aujourd'hui ni demain... Ayant atteint la majorité, il est pour moi primordial de me souvenir du passé pour construire ma vie et faire les choix justes.»

Ce voyage a été soutenu par le Conseil général, l'ONAC, la Ville de Vesoul.

SUR LES TRACES DES MAQUISARDS DE LA R5, IMPRESSIONS DE VOYAGE

Du 14 au 16 mai 2014, 30 lauréats primés au Concours de la Résistance sur le thème «la libération du territoire et le retour à la République» se sont vus récompensés par un séjour historique et culturel sur les traces des hommes qui ont combattu pour la liberté, offert par le Comité départemental d'Union des Associations de Résistants et de Déportés de l'Indre (CURDI).

Le premier lieu visité était le village martyr d'Oradour-sur-Glane. Ce drame s'est produit le 10 juin 1944, causant la mort de 642 victimes civiles par la division S.S. Das Reich. Nous avons trouvé ces ruines imposantes, émouvantes, choquantes par les atrocités dont ont fait preuve les S.S. Ce lieu illustre incite à une réflexion morale sur les générations futures.

Après avoir visité Oradour, (et avoir été accueillis au collège de Chasseneuil-sur-Bonnieux pour le déjeuner), nous avons continué notre chemin vers la maison de la Résistance à Chasseneuil (Charente) où Edgar Bissirier, Président des Anciens du Maquis Bir-Hakeim, nous a expliqué la vie de Résistant pendant la guerre. Cette rencontre fut enrichissante et émouvante puisque deux générations étaient réunies, l'une donnant son savoir et l'autre le recevant. Nous avons ensuite été au Mémorial, toujours accompagnés par Monsieur Bissirier (et ses amis), pour un dépôt de bouquet symbolisant notre reconnaissance aux hommes tombés pour la France sans apercevoir de distinction d'origine et de religion par la présence des tombes.

Nous avons rejoint notre lieu d'hébergement à l'internat de l'Ecole Forestière de Meymac (Cor-

reze), et, le lendemain, entrepris une marche de 6 km sur les pas du Premier maquisard de France, Georges Guingouin, avec la présence de sa fille Michèle. Cette marche retraçait le maquis du mont Gargan, les opérations des maquisards. Cette rencontre a été des plus enrichissantes du fait que ce soit la fille du Colonel Guingouin qui nous a montré les boubiers et expliqué le fonctionnement du maquis. Puis, un dépôt de bouquet, et le recueillement s'est fait sur la sépulture de Georges Guingouin. L'après-midi nous nous sommes rendus au Musée de la Résistance de Peyrat-le-château, où, à nouveau nous avons eu des explications sur le maquis de Georges Guingouin.

Le troisième jour, nous avons remonté le temps pour retourner à la Préhistoire lors de la visite de la grotte de Rouffignac. Malgré le froid de la grotte, la visite fit l'unanimité. Dans un petit train électrique, nous avons parcouru 1 km sur les 8 km des tunnels de la grotte. Cette visite nous a apporté un enrichissement culturel : on nous a bien expliqué la formation de la grotte et les dessins des mammoths, chevaux... gravés sur les parois. Pour finir ce voyage en beauté, un court temps libre nous a été accordé à Limoges.

Et, pour les accompagnateurs, un petit cadeau : une rose, du chocolat ! Les quatre organisateurs de l'ANACR et les deux jeunes professeures totalement impliquées expriment toute leur satisfaction et leur reconnaissance à ce groupe de 30 lauréats (sur les 39 distingués) issus de 3^e de divers collèges et des lycéens de Châteauroux et Issoudun, dont l'intérêt et le com-

portement furent exemplaires ! Ils incitent à l'optimisme quant à l'avenir du concours auquel la participation a été extrêmement forte (563 élèves) dans l'Indre cette année.



Les Lauréats, avec Mme Michèle Guingouin et M. Olivier Guimbaud, principal du collège.

Au collège Georges-Guingouin d'Eymoutiers (Haute-Vienne), après un excellent déjeuner jeudi 15 mai, lors d'une petite manifestation informelle d'hommage à Georges Guingouin, en présence d'anciens Résistants, d'Anne-Marie Montaudon, vice-présidente nationale de l'ANACR, après lecture par Madame Guingouin du texte prononcé par son père, lors de l'inauguration officielle du collège, le principal nous fait remettre, par une lauréate du CNRD de l'établissement, une copie pour l'ANACR de l'Indre.

(Récit par Honorine Pivot et Jordan Jacquemin, Lauréats)

11^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Le lieu du stage. Les intervenants : de g. à. d. Claude Collin, Héléne Malecha, Jérémie Libot, Guy Krivopisko, Louis Cortot.



Le 10^e Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 30 mai au 1^{er} juin 2014 à l'Auberge de Saint-Denis, un équipement conjuguant salles de conférence, de restauration et hébergements, où depuis onze ans se déroulent les stages de l'ANACR. Y participèrent Danièle ASTIER (Seine-Saint-Denis), Jean-Claude BRIZION (Haute-Savoie), Marcel CADOUX (Haute-Savoie), Huguette CHABAN (Seine-Saint-Denis), Jean-Louis CORTOT (Paris), Françoise FENIGCHTEIN (Haute-Garonne), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Jacques GARAUD (Essonne), Marie-Ange LAYER (Aisne), Jérémie LIBOT (Isère), Patrice LIGONNIERE (Libé-PTT), Christiane TARDIF (Essonne), Marie-Jeanne TRICARD (Haute-Vienne), Jacques VARIN (Paris).

Le stage fut ouvert vendredi 30 mai à 10 h 30 par Jacques VARIN, qui fit l'historique de la création de l'ANACR, rassemblant sur une base pluraliste tous les courants et formes de lutte de la Résistance. Il souligna le rôle joué par trois hommes dans la création et le développement de l'ANACR : Pierre Villon, Jacques Debu-Bridel et Charles Fournier-Bocquet. Il évoqua les grandes batailles de l'ANACR contre le réarmement allemand, pour les Droits des Résistants, contre les résurgences du fascisme et pour l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance. Et la création des Amis de la Résistance, avec leur rôle dans la pérennité de l'ANACR et de son action.

En début d'après-midi, Claude COLLIN, auteur d'un ouvrage sur «Le "Travail Allemand"», une organisation de Résistance au sein de la Wehrmacht a évoqué l'une des formes les plus méconnues et les plus périlleuses de Résistance, celle qui se développa au sein et en direction de la Wehrmacht stationnée en France sous la direction d'un appareil clandestin coordonnant les Partis communistes français, allemand, autrichien et tchécoslovaque pour la collecte de renseignements, la propagande antinazie...

En seconde partie d'après-midi, Héléne MALECHA, Directrice du Centre de Soins de Suite et de Réadaptation Delestraint-Fabien à Penne-d'Agenais, vint rappeler l'historique de la création du Centre à la Libération par des Résistants, son évolution au cours des décennies qui en a fait un des établissements de ce type les plus performants en Aquitaine, son fonctionnement actuel, sa place en tant qu'œuvre de l'ANACR dans la fidélité aux aspirations sociales du Programme du CNR.

Samedi matin, Jérémie LIBOT, auteur d'une Thèse lui étant consacrée, vint parler de la Fédération Internationale des Résistants (F.I.R.), les circonstances de sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rassemblant notamment dans le contexte de la Guerre froide des Associations d'Europe de l'Est et de l'Ouest contre les résurgences du fascisme, les conséquences pour la F.I.R. des bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale, son rôle actuel. Puis Jacques VARIN, en seconde partie de matinée, retraça l'Histoire du Front National lepeniste, ses racines puisant dans le pétainisme et la collaboration, ses liens avec l'extrême-droite radicale, ses passerelles avec des formations de droite plus classiques, le danger que son idéologie représente.

Samedi après-midi, les stagiaires se sont rendus au Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne, où ils ont été accueillis par Guy KRIVOPISKO, son directeur, qui après avoir fait l'historique du Musée, évoqua sa conception, son rôle, et en fit découvrir les salles et les trésors des archives.

Dimanche matin, après que Louis CORTOT a évoqué en conclusion du stage l'année 1944, riche en événements majeurs, tels la publication du Programme du CNR, les débarquements de Normandie et Provence, la Libération, se déroula devant la stèle Jean Moulin à Saint-Denis une cérémonie d'hommage au fondateur du CNR, en présence de Florence Haye, première adjointe au maire, de Stéphane Peu, Elisabeth Belin, Fodhil Hamoudi, adjoints au maire, Patrick Vassalo, Zaïa Boughilas, conseillers délégués. Puis les participants se rendirent sur la sépulture d'Auguste Gillot, ancien membre du CNR et maire de Saint-Denis.

Un repas amical clôtura dimanche midi ces trois riches journées.



UN WAGON POUR LE SOUVENIR

Samedi 31 mai a eu lieu, près de la gare de Penne-d'Agenais (47), l'inauguration du Wagon du Souvenir, commémorant le 70^e anniversaire du départ de cette gare vers le camp de concentration de Dachau des 1 200 prisonniers de la centrale d'Eysses, livrés aux nazis le 30 mai 1944 par l'administration pétainiste après l'écrasement du soulèvement des patriotes emprisonnés.

Un piquet du 48^e régiment de transmissions rendant les honneurs, la cérémonie s'est déroulée devant un public nombreux et en présence du préfet Denis Conus, du sous-préfet Yohan Mougenot, du député Jean-Louis Costes, de la députée Lucette Lousteau, du sénateur et président du Conseil général Pierre Camani, des maires et élus du canton, d'une trentaine de drapeaux d'associations patriotiques, de Jacques Chantre, seul survivant lot-et-garonnais du convoi, déporté à 23 ans.

Elle a couronné les efforts déployés depuis près de quatre ans par Guy Victor, président du comité cantonal ANACR de Penne, pour trouver un wagon identique à ceux utilisés pour la déportation des 1 200 détenus d'Eysses, les fonds - recueillis auprès d'adhérents de l'ANACR, d'associations, de particuliers... - pour l'acquérir et le faire venir de Normandie à Penne-d'Agenais ; des bénévoles apportant leur aide pour le remettre en état.



Les travaux d'aménagement intérieur du wagon-mémorial pour en faire un lieu de transmission de la mémoire, en premier lieu à la jeunesse, ainsi que le souligna Guy Victor, nécessiteront des efforts supplémentaires.

La cérémonie s'acheva par l'interprétation de la Marseillaise au clairon par un élève de cm².

¹ Les dons par chèque à l'ordre de l'ANACR de Penne-d'Agenais peuvent être envoyés à «Guy Victor, président du comité ANACR-Penne, Les Granges-Basses, 47340-HAU-TEFAGE-LA-TOUR». Sur demande, un reçu ouvrant droit à déduction d'impôt peut être délivré.

Je préside une association de sauvegarde de la Chapelle Saint-Bernard, située au centre du cimetière de Grenade (31 300) et sur l'entrée de laquelle il y a une plaque à la mémoire d'un Résistant tué à Grenade, pour lequel nous n'avons retrouvé comme trace que son lieu de naissance : Montpellier. Qui pourrait me donner des renseignements complémentaires ?

Contacteur Daniel TROMEUR
E-mail : maryseetdaniel.tromeur@orange.fr

Je fais des recherches sur Emiliano PAIVA PALACIOS ou Emil PAIVA ou Emilio PAIVA PALACIOS ou Emilio PALACIOS PAIVA, membre de la Résistance disparu au milieu de l'année 1943 en France alors qu'il aurait été appelé à Paris pour occuper un poste de direction dans la M.O.I. Si quelqu'un possède des informations sur lui, je lui serais reconnaissant qu'il m'en fasse part. Merci d'avance.

Contacteur Félix Alberto PAIVA
E-mail : payango55@hotmail.com

Je cherche des informations - états de service, actions, documents, photos - concernant un ancien résistant (maquis du Vercors notamment), Roland Pierre Auguste BRISSON, né le 25 octobre 1911, qui aurait été décoré à plusieurs reprises. Qui pourrait me les donner ou me dire où les trouver ?

Contacteur Pierre CAZILHAC
25 rue Truffaut. 75020-PARIS
Port. : 06 71 06 26 29
E-mail : pierrecazilhac@yahoo.fr

Je suis la nièce de Paul LOSITZKI, connu sous le nom de «lieutenant François», qui a participé à la bataille du Vercors en 1944 et est mort en août 1944 tué par les nazis. Je suis à la recherche de documents le concernant. Merci par avance pour toute aide.

Contacteur Christel LOSITZKY
19, rue des vignobles
33700-MERIGNAC
Tél : 09 82 56 61 04 Port : 06 28 66 24 57
E-mail : pierre.borie33@bbox.fr

Je souhaiterais des renseignements sur mon grand-oncle Marcel Eugène PASDELOUP, né à Rouen le 7 janvier 1917, et mort le 15 avril 1945 à Marienberg. Merci d'avance à qui pourra m'apprendre quelque chose sur lui.

Contacteur Sylvie TAILLANDIER
21, allée Jacquard. 91000-EVRY
Port. : 06 49 62 12 52.
E-mail : sytaillandier@voila.fr

Fils de Renée Meunier née Delort (sa fille), je suis à la recherche de documents concernant mon grand-père Georges DELORT, boucher de profession à Sauxillanges dans le Puy-de-Dôme. Résistant arrêté par la Gestapo et déporté en 1943 : passage par Chamalières, Compiègne, Mauthausen et Melk où il est décédé en 1944 ; ses deux fils Pierre et Paul étaient eux aussi de jeunes résistants !

Nous ne savons pas quel grade il avait dans la Résistance, ni son nom de Résistant, etc. Existe-t-il des personnes qui l'auraient connu à Melk ou pendant le maquis ?

Nous n'avons jamais parlé de ce passé douloureux dans la famille ! Maman était très jeune quand son père a été déporté et ses 2 frères se

cachaient. En cette année 2014, 70^e anniversaire du débarquement, nous aimerions réunir toute la famille. Contacter Patrick MEUNIER
40 rue de la Plagnol
63800 PERIGNAT-SUR-ALLIER
Tél : 04 73 69 59 18
E-mail : vitamines.6001@free.fr

Au mois de novembre aura lieu la cérémonie de baptême de la 65^e promotion de Commissaires de police, qui a choisi pour éponyme Henri CASTAING, ancien Résistant du réseau «Ajax», très actif dans la Creuse, commissaire de police puis préfet notamment à Guéret de 1944 à 1949 puis à Moulins de 1944 à 1952.

Nous cherchons qui pourrait nous en dire plus et nous mettre en contact avec sa famille, M. Castaing est né à Lannemezan en 1895, s'est marié à Asnières en 1933 et est décédé à Paris (16^e). Il aurait une petite nièce Gaby.

Contacteur Annick PEYAUD
Ecole Nationale Supérieure de la Police
9, rue Carnot. 69540 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR
Tél : 04 72 53 18 53
E-mail : annick.peyaud@interieur.gouv.fr

Je suis petit-fils de Roger DELION, né en avril 1907 à Fontainebleau (77) et qui était propriétaire du magasin "Radio Nemours" situé à Nemours, dans la rue nommée à l'époque "rue du Château" (aujourd'hui "Rue Gauthier 1^{er}").

Mon grand-père, ayant décédé alors que mon propre père était très jeune, n'a pas eu le temps de lui transmettre son vécu, ses actions dans la Résistance française. Ce qui fait que je ne connais que peu de choses, pas même son pseudonyme.

Il aurait été décoré pour ses actes dans la Résistance (je n'ai pu en trouver aucune trace, que ce soit le type de médaille ou autre), et aurait rencontré le Général De Gaulle mais ne s'est pas fait officiellement recenser en tant que Résistant après la guerre. J'ai en ma possession une photo où il défile un 14 juillet avec d'autres Résistants.

Après la guerre, il s'est marié à Jacqueline Rival et a eu deux enfants : Christian et Jacques Delion.

Y a-t-il des personnes qui l'auraient connu et qui pourraient m'apporter des (éléments de) réponses à mes interrogations ou m'aider dans mes recherches ?

Contacteur Martial DELION
Tél : 06 26 21 54 28.
E-mail : delionmartial@yahoo.fr

Adhérent de l'ANACR (comité local de Chantelle-Bellenaves-Gannat dans l'Allier), je fais des recherches sur le maquis Dionnet-Marceau qui était stationné dans la région de Bellenaves (Allier) et je souhaiterais obtenir la copie d'une article paru dans un (ou des) numéro(s) de "Résistance Auvergne" en 1978

Contacteur Henri-Ferréol BILLY
E-mail : billyhf@hotmail.fr

Nous sommes des élèves gendarmes de la 4^e Compagnie d'instruction de l'école de Gendarmerie de Montluçon. Chacune des promotions de cette école doit choisir un parrain : un gendarme mort en service, qui nous représentera durant toute notre carrière.

Nous avons eu l'honneur de choisir William PERLET, né le 19 avril 1912 à BONDEVAL

(Doubs) et décédé le 19 juillet 1944 à Saint-Dizier-Leyrenne (Creuse). Fils de René Perlet et de Juliette Mouhot, il était marié à Mariette Frossard, avec qui il eut 2 enfants.

Incorporé à la 7^e Compagnie Régionale du Train le 19 avril 1933, il fut nommé élève Garde à pied à la 8^e légion de GRM le 5 février 1938, et titularisé Garde à pied le 5 septembre suivant. La 8^e Légion de GRM devint la 5^e Légion de GRM le 15 février 1940, puis 5^e Légion de la Garde le 1^{er} février 1941, puis le 5^e Régiment de la Garde le 15 février 1943, dont William Perlet devint Garde Breveté le 27 décembre 1943.

Son certificat d'appartenance aux F.F.I. (N° 4983) mentionne son appartenance aux FFI du 6 juin 1944 au 19 juillet 1944, à l'école de la Garde de Guéret (Escadron 2/5) sous les ordres du Commandant Corberand, sa participation à la prise de Guéret le 7 juin 1944, au combat de Janaillat le 11 juin, sa nomination au grade de Maréchal-des-logis-Major à titre FFI le 25 juin, sa participation à des opérations de harcèlement contre les troupes allemandes jusqu'au 19 juillet. Il fut tué lors de l'une d'elles à la Villatte (Bourganeuf, Creuse) le 19 juillet 1944.

Une citation (à titre posthume) à l'ordre de la Brigade en date du 21 novembre 1944 mentionne : «s'est porté avec son groupe de combat au devant des fortes unités ennemies qui patrouillaient. A été tué à la tête de ses hommes» ; une autre, du 14 janvier 1948, «Sous-officier ayant une haute conception du devoir et de l'esprit de sacrifice. Entré dans la Résistance le 6 juin 1944. Est tombé mortellement blessé le 19 juillet 1944 à la Villatte (Creuse) à la tête de son Groupe qu'il entraînait pour tenter une percée à travers l'ennemi qui l'encerclait». «Mort pour la France», il fut décoré à titre posthume de la Croix de Guerre, de la Médaille Militaire, de la Croix de Guerre avec palme.

Si quelqu'un possède des informations complémentaires sur William Perlet, nous lui serions extrêmement reconnaissants de bien vouloir les partager afin que nous puissions correctement appréhender la vie de notre parrain. D'avance, merci.

Contacteur les élèves-gendarmes DURAND, GUINOISEAUX, RADI ET VIERA
E-mail : parrain4.esog@gmail.com

Nous avons à Château-Gombert sur la place du village un lieu de mémoire constitué d'un arbre entouré d'une grille métallique de belle réalisation. Il y avait une plaque indiquant : «Arbre de la liberté 22 août 1944». Ce monument a été détruit à l'occasion de la rénovation de la place (l'arbre était mort), mais nous avons pu récupérer la plaque de cuivre et nous souhaitons à présent la replacer sur un emplacement que nous avons fait réserver par les services techniques de la ville.

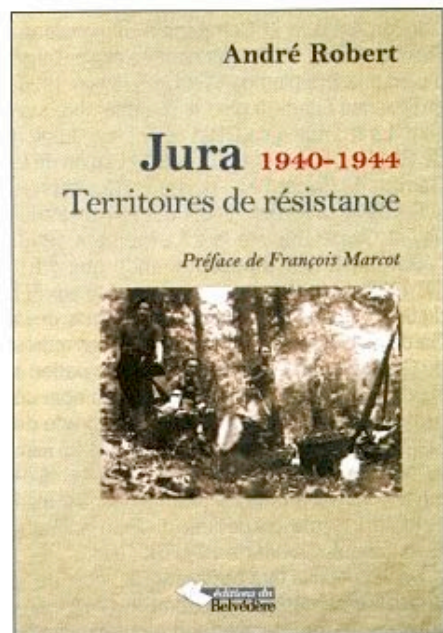
Qui pourrait nous aider à replacer cette date du 22 août 1944 dans son contexte historique ? Et nous aider à retracer l'histoire de ce monument, qui mérite de retrouver une place digne de ce qu'il a pu représenter à l'époque.

Par avance, merci pour toute aide directe ou en nous indiquant auprès de qui nous renseigner.

Contacteur Pierre ROLLANDIN
Télécopie : 04 13 33 67 48
E-mail : www.gombertois.fr

JURA, 1940-1944, TERRITOIRES DE RESISTANCE

Par André Robert



Professeur agrégé, qui a enseigné l'Histoire-Géographie dans le Jura, notamment au Lycée Jean Michel de Lons-le Saunier jusqu'en 2006, Alain Robert nous livre ici une étude des conditions spécifiques du développement de la Résistance dans le département.

Le Jura fait partie de ces rudes terres symboles des bastions qui, à toutes les époques, ont résisté à l'envahisseur.

La Résistance qui s'y est développée au cours de la deuxième guerre mondiale est la pierre angulaire de cette recherche dans laquelle les territoires jurassiens ont été largement pris en compte.

C'est bien sûr le Haut Jura et ses forêts de résineux, qui comme les contreforts alpins, a été lieu de refuge pour les maquis.

Ils s'y sont développés et ont tenu en échec l'occupant.

Ce sont aussi les espaces ruraux

peu peuplés et isolés propices, eux aussi, à la clandestinité.

Et cette diversité géographique sera encore amplifiée par la ligne de démarcation : le Jura sera le seul département français divisé en trois entités: zone dite «libre», zone occupée et zone interdite.

La Résistance a été, ici comme ailleurs, bien antérieure aux emblématiques maquis. Elle a commencé dans le tissu urbain, certes ici modeste, mais aussi dans les nombreux bourgs et villages qui constituent la trame de la Franche-Comté et l'image qui renvoie à une Résistance sublimée limitée aux maquisards, est trompeuse et réductrice.

L'objet de ce livre est d'abord de mettre en exergue ces Jurassiens, souvent méconnus qui, dans leurs territoires, ont fait que la Résistance soit avant tout populaire. Cet ouvrage, loin des clichés, se veut être une réflexion sur ce que furent les résistants, avec leurs grandeurs et leurs faiblesses, leurs organisations, leurs combats, leurs drames et enfin leurs espoirs. La prise en compte des difficultés du quotidien, les représentations mentales, l'histoire personnelle ou collective des Jurassiens dans ces années douloureuses nous a semblé nécessaire pour mieux appréhender la valeur de l'engagement de ces résistants.

Ce travail d'Histoire repose sur de très nombreux témoignages d'acteurs, mais surtout sur une consultation minutieuse d'archives privées et publiques.

Il est préfacé par l'historien spécialiste de la Résistance François Marcot.

André Robert : Jura, 1940-1944, Territoires de résistance. 376 pages, cartes et illustrations.

Prix : 22 €. Editions du Belvédère, 22 Rue des Remparts, 25300-Pontarlier.Tel. 03 81 46 52 15

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France.....	13 €
Etranger.....	15 €
Abonnement de soutien.....	25 €
Le numéro.....	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incoipo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS